

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 2318 - JEUDI 28 MAI 2015

ÉLECTION

Huit candidats se disputent la présidence de la BAD

L'élection du nouveau patron de la Banque africaine de développement (BAD) a lieu aujourd'hui à Abidjan, en Côte d'Ivoire, avec huit candidats sur la ligne de départ. Si les pays de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale se disent unis derrière la candidature du ministre tchadien des Finances et du budget, Bedoumra Kordjé, le suspense est garanti dans cette élection dont le vote à la proportion dépend des actions détenues par chaque pays membre.

Entre Akinwumi Adesina (Nigéria), Sufian Ahmed (Éthiopie), Jalous Ayed (Tunisie), Bédoumra Kordjé (Tchad), Christina Duarte (Cap-Vert), Samura Kamara (Sierra-Léone), Thomas Sakala (Zimbabwe) et Birama Boubacar Sidibé (Mali), l'issue reste incertaine dans cette course pour succéder au Rwandais Donald Kaberuka.

Page 8



Les huit candidats à Abidjan crédit photo DR

CONSULTATIONS POLITIQUES

Martin Mbéri : « le dialogue est une chance pour notre pays »

L'ancien ministre d'État, Martin Mbéri, a déclaré, le 27 mai, a dit sa joie d'être reçu en audience par le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, qui poursuit ses consultations avec les forces vives de la nation depuis une semaine.

« Le chef de l'État m'a dit que les consultations en cours avaient pour but l'organisation du dialogue national. Cela me tient à cœur, car le dialogue, c'est une chance pour notre pays. C'est l'occasion de négocier le tournant historique qui est devant nous », a indiqué Martin Mbéri avant d'ajouter : « Nous sommes une génération partante ; vous



allez nous succéder, et s'il y a un contrat moral qui nous lie, ce ne sera pas de laisser ce pays dans l'éternel recommencement».

Page 3

BOIS TROPICAUX

Le Congo abrite le siège de l'Association technique internationale

L'Association technique internationale des bois tropicaux

(ATIBT) établira désormais son siège à Brazzaville, en République du Congo. Un accord de siège a été signé hier entre le directeur général de cette organisation créée par les Nations Unies depuis 1951 et le gouverne-

ment congolais. L'installation de l'ATIBT au Congo devrait à terme aider le pays à parfaire l'organisation du commerce du bois, le respect des standards internationaux, la création d'une certification panafricaine des bois. Page 4

CENTRAFRIQUE

La France réitère son soutien humanitaire à la RCA

Le président français, François Hollande, a annoncé mercredi, le soutien de son pays en matière d'aide humanitaire et d'action de développement en faveur de la Centrafrique dont il a salué les progrès vers un retour définitif de la paix. Au cours de son entretien, à Paris, avec la présidente de transition cen-

trafricaine, Catherine Samba Panza, François Hollande a félicité les résultats du Forum de Bangui qui, selon lui, constitue un renouveau pour l'avenir de ce pays engagé désormais dans la préparation des élections et l'instauration des mécanismes de lutte contre l'impunité.

Page 9

FOOTBALL MONDIAL

Des dirigeants de la Fifa arrêtés pour corruption présumée



Des responsables de la Fédération internationale de football association (Fifa) inculpés pour des faits présumés de corruption ont été arrêtés hier à Zurich, en Suisse, à la demande des autorités américaines. Ces dirigeants sportifs parmi lesquels on compte cinq Sud-Américains et deux Britanniques sont soupçonnés de corruption sur l'attribution des Coupes du monde 2018 et 2022 prévues respectivement en Russie et au Qatar. Page 16

ÉDITORIAL

Généralités

Page 2

ÉDITORIAL

Généralités

L'intérêt que présente le débat qui vient de s'instaurer à l'échelle nationale sur la gouvernance publique est d'obliger les acteurs politiques à se démasquer. Autrement dit, de façon moins brutale, à se ranger de façon claire dans le camp des conservateurs, dans le camp des progressistes, ou dans le camp des indécis.

Il est évidemment trop tôt pour dresser une carte définitive de la nouvelle géographie politique de notre pays, mais les discours que tiennent les uns et les autres à propos de l'organisation d'un référendum constitutionnel, de l'acceptation ou du refus de se rendre à l'invitation du chef de l'État, des manœuvres qui se déroulent en coulisse dans la perspective des consultations à venir permettent de se faire une idée assez juste des changements en cours dans la classe dirigeante congolaise. Tout indique, en effet, que le débat auquel nous assistons sur la rénovation des institutions de la République débouchera à très court terme sur l'émergence d'une nouvelle génération de leaders au sein des grandes formations politiques et que cela ne plaît pas à tout le monde.

Aussi convient-il, dans le moment présent, d'observer, avec une grande attention, les positions que prennent, au sein de la majorité comme au sein de l'opposition, ceux et celles qui tiennent présentement les rênes, mais aussi ceux et celles qui ambitionnent plus ou moins ouvertement de leur succéder. Car, selon toute probabilité, les débats qui s'amplifient permettront aux plus ambitieux, aux plus ambitieuses, de se positionner sur le devant de la scène.

Sans prétendre connaître le dessous des cartes, disons qu'il n'est pas impossible que ce soit précisément dans ce but qu'ait été initié le dialogue auquel nous assistons aujourd'hui. Amener les dirigeants et leurs challengers à prendre position pour ou contre la réforme des institutions n'est-elle pas la meilleure manière d'évaluer leurs motivations profondes ?

La preuve nous en a été donnée récemment par la menace du principal parti de l'opposition, l'UPADS, d'exclure de ses rangs les cadres qui répondraient positivement à l'invitation du chef de l'État. Aurait-il pris cette décision aberrante à tous égards car non démocratique si ses plus hauts responsables ne redoutaient pas de se voir supplantés à l'issue des échéances électorales à venir ?

Les Dépêches de Brazzaville

CONSULTATIONS NATIONALES

La CONADHO pose des préalables

Dans une déclaration rendue publique le 22 mai à son siège à Brazzaville, la Convention nationale des droits de l'homme (CONADHO), avec à sa tête l'avocat Thomas Djolani, a posé quelques préalables sur la tenue du dialogue national initié par le chef de l'État.

Comme préalable à ce dialogue, la Conadho souhaite la libération de tous les détenus et prisonniers politiques tel l'ex-colonel Marcel Ntsourou et autres, la réhabilitation de tous les magistrats victimes d'une révocation sélective et discriminatoire, l'arrêt de la mise en quarantaine injustifiée des magistrats victimes de la marginalisation pour avoir respecté la loi, obéi à leur intime conviction et à l'indépendance de la justice dans la gestion judiciaire du dossier du 04 mars en l'oc-

currence le président Mathurin Bayi et le procureur général Mounkala Moukoko.

Autres préalables posés par cette structure : la reconstitution des carrières avec effets financiers de tous les militaires et agents de la force publique dont les promotions ont été arbitrairement retardées, le paiement des droits sociaux de tous les travailleurs des entreprises publiques liquidées, dont la vie au quotidien frise la mendicité, tels ceux de l'ancien ONPT et autres, la prise en charge intégrale des droits des ex-travailleurs congolais de la compagnie multinationale Air Afrique, ainsi que de leur paiement immédiat pour sauvegarder leur fierté et la crédibilité de nos institutions. La levée de toutes les sanctions infligées aux journaux de la presse écrite, notamment les interdictions tous azimuts. Sans oublier de faire

adopter et promulguer en toute urgence une loi portant dépénalisation des délits de presse au Congo pour permettre aux journalistes de travailler dans la quiétude, la liberté et en toute indépendance afin de donner à l'opinion nationale et internationale la possibilité de faire une analyse comparée des modalités du contenu et des fruits dudit dialogue.

Enfin, la reprise en main par les pouvoirs publics de la situation des sinistrés du 04 mars 2012, de la manière la plus effective, la plus juste, la plus équitable et la plus humanitaire ainsi que celle des autres victimes de la violation par l'État congolais sur toute l'étendue du territoire, de l'article 7 de la constitution du 20 janvier 2002 qui stipule « la personne humaine est sacrée et a droit à la vie. L'État a l'obligation absolue de la respecter et de la protéger ».

Jean Jacques Koumba

VIE DES PARTIS

L'APC veut faire du Congo un « pays franc »

Action Permanente pour le Congo (APC), basée en France et présidée par Rodrigue Malanda-Samba, invite toute la diaspora congolaise de France, les amis et partenaires du Congo ainsi que la presse nationale et internationale, à assister à la présentation de son programme économique et de son bureau fédéral France-Europe, le samedi 6 juin, à 13 heures, au Novotel Montparnasse situé au 17 rue du Cotentin à Paris, dans le 15^e arrondissement.

Alors que le paysage politique congolais vit à l'heure des consultations nationales, l'APC multiplie, par communiqué de presse, des messages politiques en « l'honneur d'une grande nation qui se mesure à la manière de traiter ses habitants ». Ce parti affirme se donner les moyens pour « un vivre-ensemble en toute tranquillité ». Et d'expliquer que « les moyens commencent par de bonnes mesures où chacun (peuple et politique) trouvera

sa sortie officielle, les observateurs politiques attendaient la publication du projet de société présenté, à l'époque, par son président, comme un programme contenant des solutions sociales non encore expérimentées pour améliorer les conditions de vie des populations congolaises. Ce programme prévoyait de garantir aux Congolais un revenu stratégique d'insertion (RSI) et de faire du Congo un « pays franc », deux projets chers à l'APC, dont les contours encore flous devraient être éclaircis au fil du temps.

De l'avis du bureau politique de l'APC, le parti n'est ni de droite, ni de gauche, encore moins du centre. Il assure être un parti qui, en toute occasion, doit à chaque fois : « critiquer ce qui ne va pas, approuver ce qui va dans le bon sens et apporter des solutions nouvelles », souligne son président.

Marie Alfred Ngoma



son compte ». Sur ce, l'APC convie les Congolais et amis du Congo « à la présentation de sa mesure économique ». Rappelons que l'APC est un jeune parti politique issu d'une expérience associative de plus de 10 ans. Depuis

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,
Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina,
Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama
(chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumba, Josiane Mambou Loukoula
Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service); Lopelle Mboussa

Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula
(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang

Service Culture et arts : Bruno Okokana
(chef de service),
Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué
(chef de service), Rominique Nerplat Makaya
Service Enquête : Quentin Loubou
(chef de service), Rock Ngassakys
Chronique littéraire : Meryll Mezath
(chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki,
Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Méline Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo
Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence: Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oissa

Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole

Service commercial : Marcel Myande,
Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya
n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa
- RDC - Tél. (+243) 015 166 200
Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,
Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice: Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Coordination : Rose-Marie Bouboutou
Rédaction : Rose-Marie Bouboutou, Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma
Administration : Béatrice Ysnel

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko

Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna,
Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Mot-signet, Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mumbelé Ngono

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola
Service pré-press et contrôle de qualité :

Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila),
Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta,
Astrid Balimba

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville,
République du Congo / Tél. : (+242) 05
532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France) / 38 rue Vaneau
75007 Paris/Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

CONCERTATIONS POLITIQUES

Martin Mberi : « Le dialogue est une chance pour notre pays »

L'ancien ministre d'État, Martin Mberi, a déclaré, le 27 mai, s'être réjoui de l'audience que lui a accordée le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, qui poursuit ses consultations avec les forces vives de la nation depuis une semaine.

« Le chef de l'État m'a dit que les consultations en cours avaient pour but l'organisation du dialogue national. Cela me tient à cœur, car le dialogue, c'est une chance pour notre pays. C'est l'occasion de négocier le tournant historique qui est devant nous », a indiqué Martin Mberi avant d'ajouter : « Nous sommes une génération partante ; vous allez nous succéder, et s'il y a un contrat moral qui nous lie, ce ne sera pas de laisser ce pays dans l'éternel recommencement. Je retiens cette disponibilité du président de la République à faire que tout aille pour le mieux dans notre pays ».

S'agissant du changement ou non de la Constitution, sujet d'actualité abordé par la plupart des personnalités et dirigeants politiques reçus par le chef de l'État avant lui, Martin Mberi a répondu qu'il n'a pas évoqué la question avec ce dernier : « Nous ne l'avons même pas abordée ! », s'est-il exclamé,



Émile Opangault

indiquant toutefois qu'il ne devrait pas avoir de questions taboues : « Dans un pays où l'on parle de dialogue et de consensus, qu'est-ce qui est impossible ? Que l'on soit pour le changement ou non, s'il y a dialogue et consensus, c'est qu'il y aura une solution » a renchéri l'orateur pour qui ce débat sur la Constitution est devenu tellement partisan qu'il devient « un faux débat ».

L'ancien ministre a soutenu dur comme fer sa position, expliquant que le dialogue envisagé ne sera pas une rencontre qui mettrait en avant les rapports de force entre les parties, mais privilégiera le consensus : « C'est notre pays, nous lui voulons tous du bien, alors pourquoi voulez-vous ne pas garder l'espoir que tout s'arrangera ».

S'agissant certaines formations politiques qui ont refusé de s'associer aux consultations en cours, Martin Mberi a avoué ne rien comprendre à une telle attitude, dans la mesure, a-t-il souligné, les audiences initiées par le chef de l'État sont une première étape du processus conduisant au dialogue : « Franchement, je n'y comprends rien, quand je pense que parmi ceux qui ont décliné l'offre des consultations, il y en a qui sont pour la tenue du dialogue », a poursuivi l'ancien ministre qui a regretté « un procès d'intention » et conclu son propos en déclarant : « Ils refusent ces consultations pour des raisons que la raison ignore ».

La position du RDD

Chef de la délégation du Rassemblement pour la démocratie et le développement (RDD), le parti de l'ex-président Joachim Yhombi Opango, reçu la veille par le chef de l'État, Émile Opangault s'est contenté d'indiquer « Nous avons eu une conversation correcte, franche ». Une expression par trop savante pour la presse qui a appris à faire avec du

« précis et du clair ». Et c'est là que le dirigeant du RDD s'est dévoilé un peu : « Nous avons discuté des problèmes qui minent la société congolaise : l'école ne marche pas, la santé ne marche pas bien, l'eau et l'électricité posent encore problème, le transport en commun, c'est la catastrophe. Autant de questions qui préoccupent les Congolais au quotidien. Sur le plan politique, le problème de fond, pour notre parti concerne la gouvernance électorale. Nous devons désormais organiser des élections crédibles ». Pour Émile Opangault, il n'y a pas d'argument ju-



Inès Nefer Ingani

ridique permettant de changer de fond en comble la Constitution du 20 janvier, cependant qu'elle peut évoluer au regard des mécanismes internes, s'est-il défendu.

Le RAD, et la société civile

Le président du Rassemblement des acteurs de la démocratie (RAD) a souhaité, pour

sa part que l'on trouve un juste milieu entre la Constitution du 15 janvier 1992, de régime semi-présidentiel et celle du 20 janvier 2002, de régime présidentiel pour façonner la nouvelle loi fondamentale. Son parti est favorable à la tenue d'un dialogue national inclusif.

Prier pour que le débat qui anime la société congolaise avant l'échéance présidentielle de 2016 se déroule dans l'apaisement et la concorde nationale, telle a été l'invite du Conseil supérieur des églises de réveil du Congo (Coserco), dont la délégation a été conduite par son président, Germain Loubota.

Pour sa part, la présidente de l'Association actions novatrices pour la paix et le développement, Inès Nefer Ingani, s'est prononcée pour le changement de la Constitution du 20 janvier 2002, qu'elle estime en inadéquation avec la politique sociale du Congo. Elle s'est notamment appuyée sur le volet de la parité homme-femme : « Dans un monde où l'homme ne peut plus seul subvenir aux besoins de sa famille, le sexisme n'a plus sa place. Il est temps de donner à la femme la place qui lui revient de droit », a notamment déclaré la présidente de l'association qui a appelé à l'avènement d'un régime semi-présidentiel, dans lequel, a-t-elle précisé, le gouvernement est responsable devant le parlement. Inès Nefer Ingani a souligné que le président de la République a été attentif au message de son organisation.

Gankama N'Siah

JEUNESSE DE PARTIS

La FMC à l'heure du bilan

À l'occasion de son deuxième anniversaire, la Force montante congolaise (FMC) a dressé, le 26 mai à Brazzaville, le bilan à mi-parcours de ses activités sur l'arène politique nationale.



Juste Bernardin Gavet

« Dans la cohésion et la discipline, mobilisons-nous pour la consolidation des acquis du congrès constitutif », annonce le thème de la journée. Occasion pour cette formation juvénile de revenir sur les difficultés conjoncturelles rencontrées durant cette période, les paris remportés et les batailles à venir.

En dépit de quelques difficultés, la FMC a mis en place des fédérations de la Lékoumou, de Brazzaville, Pointe-Noire, Kouilou, Sangha et du Niari, regroupant en leur sein 777 conseillers fédéraux et 112 membres des secrétariats des comités et commissions fédérales de contrôle et d'évaluation.

S'agissant de l'implantation nationale de l'organisation, 7 départements sur les 12 que compte le pays ont été structurés ; 64 districts et arrondissements sur les 111 sont dotés des comités FMC, soit un taux de couverture de 57,65%. Autrement dit, 64 comités et leurs secrétariats ont été installés à travers le pays, soit 2624 membres des comités et 448 secrétaires des comités.

La FMC compte 50.000 adhérents.

Après le lancement de la campagne d'adhésion, la Force montante congolaise a enregistré 50.000 adhérents. « Les adhésions qui succèdent les différentes phases d'implantation de notre organisation, encore en cours de centralisation, nous place déjà au-dessus des 50000 adhérents, soit une moyenne de 7143 jeunes par département. Ces efforts de construction de l'assise nationale vont se poursuivre avec l'achèvement du processus de structuration des organes intermédiaires, la tenue des sessions inaugurales des fédérations, l'implantation des organes de base et l'organisation de la grande campagne spéciale d'adhésion », déclare Juste Bernardin Gavet.

Le premier secrétaire de cette formation de jeunesse, affiliée au Parti congolais du travail affirme que des efforts doivent être fournis pour une meilleure représentativité des jeunes dans les sphères de prise de décisions. Étant l'une des rares organisations de jeunesse, sinon l'unique à avoir des représentants élus au sortir des élections locales, la FMC ambitionne de renouveler cette expérience pour les prochaines élections législatives, prévues en 2017. « Il est à noter que beaucoup d'efforts restent encore à faire. Mais encore est-il qu'il faudra une véritable volonté politique susceptible de faire bouger les lignes et inscrire le Congo dans le carré des pays où la gouvernance intergénérationnelle n'est plus au stade des discours et de déclarations d'intention », précise-t-il.

Josiane Mambou Loukoula

La CADD opte pour le refus

Dans une déclaration rendue publique le 23 mai à Brazzaville, le bureau exécutif de la coordination nationale de la Convention pour l'action, la démocratie et le développement (CADD), avec à sa tête Nicolas Kossa-Loba, a rejeté en bloc l'initiative du chef de l'État.

Devant la presse réunie, les responsables de la CADD ont exposé sur les enjeux politiques de l'heure avec, au centre, les consultations initiées par le chef de l'État.

Oui, mais...

Sur le principe, ils ont reconnu que le président de la République a le droit, et même le devoir, de consulter qui il veut et quand il veut. La constitution le lui autorise pourvu que ces consultations aient vocation à apaiser la nation en cas de crise institutionnelle aigue et persistante. Cependant, précise les confédérés, le chef de l'État ne peut traiter de la vie de la nation et du fonctionnement de l'état devant les partis politiques, les confessions religieuses, la société civile et les personnalités triées sur le volet par ses soins.

La CADD s'appuie sur l'article 85 de la Constitution du 20 janvier 2002 encore en vigueur qui stipule que « Le président de la République ne s'adresse à la nation qu'une seule fois par an devant le Parlement réuni en congrès pour son bilan ». Ce

bilan sur l'état de la nation exclut tout débat.

Le vrai objectif

Pour la CADD, le chef de l'État doit se consacrer à l'organisation du scrutin présidentiel de 2016 auquel il n'est pas candidat. Ceci, au terme de ses deux mandats de sept ans. Au sujet des consultations, la CADD se dit étonnée du caractère creux de ces rencontres tel que annoncé par le communiqué qui les convoquent. Ni ordre du jour, ni calendrier avec le risque de se laisser aller à volonté. Qu'en est-il des objectifs ? La CADD reste dubitative étant donné que ces consultations ne sont pas circonscrites dans le temps au point de tenir en laisse ceux qui sont censés y prendre part.

Au sujet de l'actuelle Constitution, la CADD a dit que le seul crime de cette loi suprême, est de contenir en elle des éléments d'apaisement politique et de promotion démocratique. Allusion faite aux verrous ou aux clauses qui garantissent l'alternance démocratique.

Cette Constitution limite le nombre de mandats du président de la République. Est-ce un problème ou une solution pour la démocratie ? En réponse, la CADD se dit surprise par le débat actuel et pose à la fois la question sur le rapport du politique congolais avec le respect des textes. Les responsables de ce parti se demandent comment peut-on espérer organiser un référendum en prétextant avoir l'avis du peuple quand le fichier électoral suscite débat ?

Pour ce parti, les consultations initiées ont un caractère informel et ne devraient pas servir de prétexte au chef de l'État pour convoquer le référendum. Ainsi, l'abrogation de la constitution actuelle aura pour corollaire la dissolution de toutes les institutions existantes y compris la présidence de la République.

La CADD craint une grave crise institutionnelle dans le pays dont on peut faire l'économie si les hommes politiques pouvaient mettre de côté leurs égoïsmes et privilégier l'intérêt du pays qui ne dépend que du respect des engagements, des principes démocratiques édictés par l'actuelle Constitution.

Jean Jacques Koumba

BOIS

L'Association technique internationale place son siège au Congo

Le gouvernement a marqué sa confiance à l'Association technique internationale des bois tropicaux (ATIBT), pour son développement institutionnel, en lui permettant d'établir son siège en République du Congo.

Le cadre juridique l'y autorisant a été paraphé le 27 mai à Brazzaville entre le secrétaire général du ministère des affaires étrangères, Cyprien Sylvestre Mamina, et le directeur général de l'ATIBT, Ralph Ridder.

L'accord de siège est un type de traité qu'une organisation internationale conclut avec un Etat qui l'accueille sur son territoire, afin de définir son statut juridique dans ce pays. Il a pour but de garantir l'indépendance de l'organisation et de ces agents, ce qui conduit l'Etat hôte à concéder des privilèges (immunités pour les agents de

l'organisation, et statut d'extraterritorialité pour les locaux). « Nous sommes très fier de cette collaboration qui dure déjà depuis des années, mais avec l'installation d'un siège à Brazzaville, cela donne une autre dimension », a souligné Ralph Ridder.

L'ATIBT a été créée en 1951 par les Nations unies pour la commercialisation du bois tropical. Avec l'installation du siège, la collaboration serait accentuée pour faire fonctionner la filière bois en République du Congo. L'exploitation forestière n'obéit pas aux enjeux de l'heure, notamment au Sud du pays où



La poignée de main, Cyprien Sylvestre Mamina et Ralph Ridder

le secteur n'est pas organisé. Pour sa première action l'ATIBT entrevoit travailler sur des questions liées à l'accord de collaboration signé il y a trois ans avec le ministère

de l'économie forestière et du développement durable. Entre temps, des activités sont déjà ciblées telles que celles sur la certification panafricaine au Congo; la re-

connaissance des standards privés ; le marketing du bois tropical dans les marchés sensibles ; etc. « Il y a toute une série de choses qui sont déjà en cours, ensemble nous allons établir d'autres collaborations futures ».

Le Congo a un siège au conseil d'administration de l'ATIBT. Pour la petite histoire, il est le premier état membre de l'ATIBT lorsque l'organisme international des bois tropicaux a opté pour le changement de gouvernance, en s'ouvrant à l'Afrique. Il a signé la convention d'adhésion ratifiée en 2012. L'ATIBT s'intéresse aux mêmes questions que la République du Congo, notamment, la légalité, la création des marchés africains.

Nancy France Loutoumba

ORGANISATION MARITIME INTERNATIONALE

La réunion du Comité de la coopération technique prévue pour le mois de juin

L'entretien qui a eu lieu le 26 mai à Brazzaville entre le coordonnateur régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre Honorat Attoumou Hoba et Martin Parfait Aimé Coussoud Mavoungou, ministre délégué à la Marine marchande, a permis de réaffirmer l'engagement résolu du Congo à participer à cette échéance qui traitera des questions fondamentales de cette institution.



Martin Parfait Aimé Coussoud Mavoungou et Honorat Attoumou Hoba

« Cette réunion sera par ailleurs suivie courant cette année par le Conseil de l'OMI qui aura à son ordre du jour, des questions fondamentales notamment l'adoption par le Comité de la coopération technique du programme de coopération pour la période 2016-2017 et ensuite pour le Conseil, nous ferons l'élection d'un nouveau Secrétaire général de l'OMI pour remplacer l'actuel qui s'en va », a souligné Honorat Attoumou Hoba à l'issue de cet entretien.

En outre, une réunion régionale des administrations maritimes pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre à laquelle seront associés le Comores et Madagascar sera également organisée. A cette occasion, les experts traiteront des questions qui sont à l'ordre du jour de l'OMI, mais ils traiteront

aussi les questions de politique maritime qui concernent de façon particulière les pays africains. Honorat Attoumou Hoba a illustré le fort engagement du Congo notamment sur l'avance qu'il a par rapport à beaucoup de pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre. « C'est face à cet engagement du Congo que l'OMI a exprimé le souhait que ce pays soit présent à cette réunion des administrations maritimes. Et qu'il puisse faire partager son expérience et surtout qu'il puisse aider les autres pays africains à s'engager eux aussi et faire en sorte que le maritime dans l'ensemble des pays africains, au Comores et Madagascar puisse contribuer effectivement au développement économique et social des pays dans leur ensemble », a-t-il commenté.

Guillaume Ondzé

ATELIER-FORMATION

Des journalistes congolais renforcent leurs capacités

Une dizaine de professionnels des médias locaux prennent part, du 26 au 30 mai, à un séminaire de formation intitulé « Écriture et traitement de l'information » organisé par l'ambassade de France au Congo.

L'objet de cette session de formation, selon les initiateurs, est de renforcer les capacités de ces professionnels sur les fondamentaux de la profession et les nouvelles technologies de la communication de telle sorte que les éléments d'information soient rapportés de « la manière la plus objective et factuelle possible ».

Durant les cinq jours, les bénéficiaires de cette formation vont profiter de plusieurs modules

d'enseignements dispensés par une journaliste française, Valérie Parlan, venue du Centre de formation et de perfectionnement des journalistes (CFPJ). Des aspects techniques et pratiques importants de la profession sont inscrits au programme : la notion de source, le message essentiel, l'angle d'information, les genres journalistiques, l'écriture journalistique...

« Vous aurez à assurer, dans les mois à venir, la couverture médiatique de nombreux événements : sportifs car je pense aux Jeux africains, politiques, environnementaux et internationaux », a indiqué dans son mot d'ouverture Jean-Pierre Vidon, ambassadeur de France au Congo, qui

a insisté sur la responsabilité déontologique des journalistes dans la diffusion des informations, notamment des sujets politiques.

« C'est donc un peu un travail de Sisyphe que ce métier de journaliste, métier où il convient de préserver une détermination inflexible à expliquer, à exposer, à commenter les faits, tout en étant sans cesse dans le doute cartésien qui doit animer, à chaque instant, les professionnels des médias », a-t-il martelé. Cette session de formation qui va s'achever le samedi 30 mai prochain, s'inscrit dans le cadre du programme d'activités du CFPJ, avec l'appui de l'ambassade de France.

Fiacre Kombo

RELIGION

L'église catholique intercède pour la paix au Burundi

Le père Jean-Marie Bukasa Malu, fondateur de l'œuvre Afrika Telema et curé de la paroisse catholique Notre dame de Fatima de Brazzaville a célébré, le 26 mai, en compagnie de la colonie burundaise, une messe en faveur de la paix au Burundi.

Rituelles catholiques, cantiques religieuses et prières universelles ont marqué cette cérémonie.

Tout à commencer par le dépôt d'une gerbe de fleurs et d'une bougie cierge allumée, par deux jeunes enfants ressortissants du Burundi, à la place de la miséricorde divine située devant la statue de la vierge marie, chargé d'implorer son fils Jésus-Christ.

Et s'en est suivie une prière pour la paix au Burundi dite par une jeune burundaise en ces termes : « Chère maman nous croyons à la paix. Par ta voix, maman marie, nous croyons que la paix au Burundi sera effective par le dialogue... ». Soulignons que cette célébration eucharistique en faveur de la paix au Burundi a été faite en présence des communautés de la RD Congo, de la République Centrafricaine, du Rwanda du Congo Brazzaville.

C'est ainsi qu'au moment de la prière universelle, cinq intentions ont été dites en cinq langues différentes, à savoir: français, kituba, sango, lingala et kinyarwanda.

Dans son homélie, le père Jean-Marie Bukasa Malu a reconnu qu'« Il est aussi important que nous méditations aujourd'hui sur la valeur et le prix de la paix au Burundi. (...) la paix, nous savons que c'est à la fois un don de Dieu et aussi un fruit de notre engagement. La paix de Dieu est essentiellement la parole du pardon... ».

Le père fondateur de l'œuvre Afrika Telema a également prié pour que : « l'esprit saint ravive la flamme de l'espérance en chaque burundais et burundaise, afin qu'ils opèrent des choix judicieux de dialogue et d'entente ».

En réalité les écritures bibliques

reconnaissent que la paix est une valeur divine, un don du Dieu tout puissant et aussi l'un des sept fruits de l'esprit sain. Par contre, selon la définition des Nations Unies, la culture de la paix est un ensemble de valeurs, attitudes, comportements et modes de vie qui rejettent la violence et préviennent les conflits en s'attaquant à leurs racines par le dialogue et la négociation entre les individus, les groupes et les Etats (résolutions des Nations Unies A/RES/52/13: culture de la paix et A/53/243: déclaration et Programme d'action sur une culture de la paix).

Invité à cette messe, Aloyis Kamuragiye, un ressortissant burundais ému de cette action a déclaré : « Je suis chrétien, dans la recherche de la paix, tous les moyens sont bons. Nous avons été touchés par la sympathie des frères et sœurs de Brazzaville. Nous avons aussi apprécié l'appel au dialogue des frères et sœurs du Burundi. Dans la société, la prière et la religion ont un rôle important ».

Fortuné Ibara

IDÉES- FORCES, SUJETS EN DÉBAT

Anecdotes, petites phrases, cris du coeur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société

CE QU'ILS ONT DÉCLARÉ AU SUJET DES CONSULTATIONS INITIÉES PAR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (2È PARTIE)...

« Nous sommes une génération partante ; vous allez nous succéder, et s'il y a un contrat moral qui nous lie, ce ne sera pas de laisser ce pays dans l'éternel recommencement. Je retiens cette disponibilité du président de la République à faire que tout aille pour le mieux dans notre pays ».

Martin Mberi, ancien ministre d'État

« Nous avons demandé d'aller au référendum avant la fin de l'année pour que nous soyons fixés sur le devenir du Congo »

Josué Rodrigue Ngouonimba, UFD, majorité présidentielle

« J'apprécie l'attitude du secrétaire général du Mcddi qui a profité de l'occasion pour dire au président de ne pas changer la constitution. Répondre à l'invitation, c'est un acte républicain »

Christ Antoine Walembaud, opposition républicaine.

« Autant le pape représente la divinité, le président est le père de la nation. Il faut respecter la nation. »

Bernard Yves Mahoungou-Masila, société civile.

« La démocratie n'est pas un problème de passion, ni un problème d'émotion. C'est un problème de règles... »

Germain Céphas Ewangui, Société civile.

« Nous avons discuté des problèmes qui minent la société congolaise : l'école ne marche pas, la santé ne marche pas bien, l'eau et l'électricité posent encore problème, le transport en commun, c'est la catastrophe. Autant de questions qui préoccupent les Congolais au quotidien. Sur le plan politique, le problème de fond, pour notre parti concerne la gouvernance électorale. Nous devons désormais organiser des élections crédibles ».

Émile Opangault, dirigeant du RDD

MOIS DE L'AMITIÉ

Les antivaleurs au cœur des débats de l'ACAP

Dans le cadre de la célébration du 51^e anniversaire du mois de l'amitié, l'Association congolaise d'amitié entre les peuples (Acap) a organisé le 26 mai à Brazzaville, sous la direction de son président, Vital Balla, une conférence-débat autour des questions de civisme et de morale.



De gauche à droite: le secrétaire général de la mairie de Makélékélé, le président de l'ACAP et le directeur général de l'éducation physique et de la jeunesse

Le sujet développé par le directeur général de l'éducation civique et de la jeunesse, Pierre Ngouala, à propos du thème : « La pauvreté et les antivaleurs facteurs de croissances : stratégies et remèdes » s'est avéré instructif. « La pauvreté ne se limite pas seulement par une croissance économique, mais peut aussi être culturelle et mentale », a-t-il expliqué. « Ainsi, paradoxale que cela puisse paraître, nous avons suffisamment de ressources ; il se fait qu'aujourd'hui beaucoup de choses au plan matériel et au plan structurel ne font plus l'objet de doutes. C'est

vrai qu'il existe encore de choses à faire. Dire qu'il y a dix ans la situation économique et social n'était pas celle que nous sommes en train de vivre aujourd'hui. C'est une situation qui a totalement changé... Mais, il reste la pauvreté mentale », a poursuivi Pierre Ngouala. Ensuite, l'orateur a fait état de la différence entre la situation économique et sociale d'hier et d'aujourd'hui. Par exemple, a-t-il dit on peut observer qu'à contrario du développement qui se profile chaque jour, il y a comme un déficit mental au niveau des congolais que nous sommes ; beaucoup d'antiva-

leurs existent encore du point de vue individuel, collectif et de la citoyenneté. A ce sujet, l'on peut s'en rendre compte dans nos familles, dans nos communautés respectives. Pour cela, il faut revisiter même les canaux du civisme et de la morale, « Les stratégies proposées, sont d'élever le niveau de notre conscience individuelle et collective (savoir faire le distinguo entre ce qui est mal et ce qui est bien), autrement le changement de mentalité ; la participation civique de chacun au développement communautaire ; introduire l'éducation civique à l'école en organisant des rencontres citoyennes ; le respect des lois (règlements, valeurs, institutions de la République), l'unité nationale, la cohésion sociale qui implique un certain nombre de valeurs, etc », a-t-il indiqué. Le thème développé par Pierre Bangoula a fait suite à un grand moment d'échanges entre l'animateur et l'auditoire. Ce qui a permis au public d'être suffisamment édifié et informé.

Guillaume Ondzé

VIE SYNDICALE

La CSTC souhaite la tenue du dialogue national

Les membres du bureau du conseil confédéral de la Confédération syndicale des travailleurs du Congo (CSTC) se sont réunis, le 25 mai à Brazzaville. Ils se sont unanimement prononcés pour le dialogue national.

Le bureau du conseil confédéral a donné son accord au terme des travaux de la deuxième session extraordinaire dirigés par le président de la CSTC, Elault Bello Bellard à la mairie centrale. L'objectif étant justement de recueillir la position du bureau confédéral sur le changement ou non de la constitution du 20

janvier 2002 même si l'ordre du jour a porté sur six points. Entre autres : l'examen et l'adoption du projet de règlement intérieur, les échanges citoyens des membres du bureau confédéral sur la nécessité du dialogue national, etc. Les travaux ont duré près de trois heures entre les membres du bureau du conseil confédéral. Ces membres ont fait savoir que dans un État démocratique, le syndicat est et demeure le socle de la société civile. Ils ont en outre salué l'initiative du secrétariat confédéral d'avoir initié la consultation

sur le dialogue national. Ces membres ont affiché leur unanimité sur ce point. Notons que les travaux de la session extraordinaire ont débouché sur le Conseil confédéral de la CSTC. « Les membres de la CSTC doivent garder le cap, donner les perspectives, anticiper le plus possible et ne jamais transiger sur les principes et valeurs tant républicains que syndicaux. Ils doivent savoir oser, dire les choses et bien les faire. Tels sont nos leitmotiv maintenant », a conclu Elaut Bello Bellard.

Lydie Gisèle Oko



Une expertise à votre portée

DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIERE !

L'IPRC organise à Brazzaville et à Pointe-Noire des séminaires de formation selon le programme ci-dessous. Pour les inscriptions* et pour tous renseignements, contactez-nous aux coordonnées suivantes :
Tél. 06 913 81 45/06 992 04 91 - Email : inscription@iprc-training.org

INTITULE DE LA FORMATION	DUREE	PERIODE
Formation en passation des marchés publics (Travaux, Fournitures et Services)	5 jours	1 au 5 juin 2015
Comment prospecter efficacement et gagner de nouveaux clients ?	3 jours	9 au 11 juin 2015
La fiscalité du patrimoine : perfectionnement	3 jours	14 au 18 juin 2015
La satisfaction client et l'exploitation des réclamations	3 jours	23 au 25 juin 2015

*Possibilité de remise pour plusieurs participants d'une même structure.

CAPECO Africa, un magazine du développement économique de la CEEAC

Mettre en exergue les forces et les atouts de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) pour encourager les investissements internationaux, en mettant sous les projecteurs les défis de l'actualité de la sous-région, telle est l'ambition du bimensuel CAPECO Africa dont, le premier numéro est mis en vente dans les librairies depuis le 1er mai

Composé d'articles de fond, d'interviews de personnalités politiques et médiatiques, de dossiers mettant en avant les grands chantiers entrepris par les gouvernements africains, CAPECO Africa est le magazine de référence en matière économique et financière de la sous-région. Il s'est également assigné la tâche de sensibiliser les dirigeants internationaux aux mutations qui traversent les pays de l'espace CEEAC. Il se veut ensuite être la vitrine médiatique de la dynamique économique de la zone CEEAC en Afrique et à travers le monde.

capitale congolaise, aura des représentations dans tous les pays de la CEEAC. Lieu d'échanges et passerelle entre les pays membres de la sous-région et le reste du monde, le magazine est constitué d'une équipe de journalistes africains et étrangers. Pour être au plus près des opérateurs économiques, le magazine est, par ailleurs, diffusé auprès des organismes patronaux et des chambres de commerce francophones. Chaque numéro fera l'objet d'une grande campagne de communication en presse, affichage, TV, radio et

Etat des lieux de l'espace CEEAC

Créée en octobre 1983, la CEEAC compte dix Etats membres, notamment la République démocratique du Congo, la Guinée Equatoriale, le Burundi, le Gabon, l'Angola, la République centrafricaine, le Tchad, Sao Tomé et Principe, la République du Congo. Sa population, estimée à 150 millions d'habitants, est répartie sur une superficie de 6 640 600 km². La CEEAC est propice aux investissements et au développement des affaires. Car depuis plus d'une décennie, l'activité économique de la sous-région est comptabilisée parmi les plus dynamiques du continent, avec une croissance moyenne de 5% sur les cinq dernières années.

Avec plus de 120 milliards de dollars d'exportations en 2012, la CEEAC repré-

ments de classe mondiale.

Que dire du Bassin du Congo ?

D'une superficie de 227 millions d'hectares, le Bassin du Congo constitue l'un des poumons de la planète ; puisqu'il abrite la seconde réserve forestière et hydraulique mondiale. La région dispose également d'un écosystème riche et diversifié, soit 26 335 m³ d'eau/habitant/an ; 27 millions d'hectares de terres arables ; 135 millions d'hectares de pâturages et plusieurs zones écologiques favorables au développement de l'agriculture et des activités pastorales.

Une situation bancaire rassurante Dans l'espace CEEAC, on y trouve des banques et des assurances répondant aux normes internationales. En effet,

NOUVEAU

N°1 Mai/Juin 2015

CAPÉCO AFRICA

Le magazine du développement économique de la Zone CEEAC

A LA UNE

■ Les moyens mis en place par les autorités camerounaises dans sa lutte contre Boko Haram

■ Les forces et atouts économiques des lieux du plan d'urgence annuel (2015-2017) pour l'accélération de la croissance économique du pays

Paul Biya
Son rôle dans la stabilité et l'émergence du Continent africain

Entretien avec M. Ahmad ALLAM-MI, Secrétaire général de la CEEAC

Infrastructure
Pointe-Noire, l'atout de l'eau profonde

EXCLUSIF
Boko Haram, qui finance ?

DÉVELOPPEMENT
Ces grandes banques qui parient sur l'émergence

3000 XAF - France : 4 € - Belgique : 4,50 € - Luxembourg : 4,50 € - Italie : 4,50 € - Maroc : 4,50 MAD - Canada : 5,99 \$ can. - Tunisie : 6,90 TND - Doh : 4,80 €

Le magazine du développement économique de l'Afrique Centrale

↓

CAP
sur l'économie, le développement et l'émergence

Actuellement en vente chez les libraires ⚙️

Edité en 50 000 exemplaires à Brazzaville par la société d'édition INTE-RAF MEDIA que dirige Laurent TAIEB, le magazine CAPECO Africa est vendu au prix unitaire de 3 000 FCFA, dans tous les pays membres de la CEEAC ; les capitales africaines ; en France ; en Suisse, en Belgique et au Canada. Les lecteurs pourront également lire ce magazine en version électronique sur le site internet www.capecoafrika.com

Dans le but de se tenir au plus près de l'information, de ses partenaires et de ses annonceurs, CAPECO Africa zone CEEAC qui a pour siège Brazzaville, la

internet, tant en Afrique qu'en Occident. A l'occasion du dernier Sommet de la CEEAC qui a eu lieu le 25 mai dernier à N'Djamena, le magazine était par ailleurs diffusé à toutes les délégations présentes.

« CAPECO Africa sera votre meilleur outil médiatique pour toucher directement notre cible constituée de dirigeants politiques et économiques, de représentants d'organisations et d'institutions financières, d'étudiants et d'universitaires intéressés par l'économie internationale et l'évolution du monde. Bref, votre ambassadeur économique à travers le monde ».

sente environ 20 % des exportations africaines. L'économie de la sous-région est principalement constituée des hydrocarbures, de l'activité forestière, des industries minières extractives ainsi que des agro-industries centrées autour de la transformation du coton, du café/cacao et du caoutchouc.

De nombreux atouts

Située au centre de l'Afrique, la CEEAC se place dans une zone privilégiée d'échanges commerciaux entre les différentes régions du continent et le reste du monde. Elle dispose d'immenses ressources pétrolières, minérales et minières ainsi que de certains gise-

présentes dans la sous-région, ces structures favorisent la consommation des ménages et accompagnent les entreprises dans leurs investissements. Elle a, par ailleurs, un potentiel touristique remarquable tel qu'en témoignent de nombreux sites naturels exceptionnels (plages, forêts, safaris...). C'est aussi un lieu propice au tourisme d'affaires. « La région est en pleine mutation. Ceci grâce au concours des partenaires du développement, elle évolue rapidement, notamment en ce qui concerne les infrastructures, l'énergie et les agro-industries ».

MADAGASCAR

L'Assemblée nationale vote la destitution du président de la République Hery Rajaonarimampianina

L'ayant accusé de violer régulièrement la Constitution, les députés malgaches ont voté, le 26 mai, à la majorité, la destitution du président Hery Rajaonarimampianina. Lors d'une allocution télévisée le 27 mai, le président malgache, Hery Rajaonarimampianina, a martelé qu'il était « toujours là ».

N'ayant pas de parti au moment des élections, le président malgache n'a pas de représentant au sein du Parlement. Ce qui l'oblige à nouer des accords parfois fragiles. Il est régulièrement victime de tentatives de destitution par le Parlement. Les motifs évoqués cette fois-ci seraient liés à des « violations répétées de la Constitution », par exemple la mise en place de la Haute cour de justice, seule institution capable de juger les chefs d'institutions en exercice. Cette institution aurait dû être mise en place dans les 12 premiers mois du mandat présidentiel, mais 18 mois après, rien n'a été fait.

On reproche également au président sa participation aux assises nationales de réconciliation, organisées par le conseil œcuménique des églises qui prévoient, entre autres résolutions, la dissolution de l'Assemblée nationale. Mais il pourrait également y avoir des motifs moins juridiques, plus officieux : les anciens chefs d'Etat, Andry Rajoelina et Marc Ravalomanana, ne seraient pas officiellement derrière cette procédure. Par contre, ils ne cachent pas leurs ambitions pour les présidentielles de 2018, voire une présidentielle anticipée. Dans une allocution télévisée le 27 mai, le chef de l'Etat a contesté la régularité du vote des députés appelant à sa destitution, assurant qu'il était « toujours là ». « Il y a eu beaucoup de choses qui se sont passées, qui ne semblent pas respecter la régularité et la légalité », a-t-il laissé entendre.

Le vote de la destitution risquerait de replonger Madagascar dans une crise politique. Il revient à la Haute cour constitutionnelle de valider ou non le résultat. Le président remis en question accuse les députés de privilégier leur intérêt personnel, de « céder aux mallettes de billets ». Tout en restant rassembleur, il veut que « les Malgaches se donnent la main pour développer le pays ».

Noël Ndong

COOPÉRATION

Le Congo veut réaménager sa politique de la jeunesse

Le ministre de la Jeunesse et de l'éducation civique, Collinet Makosso, s'est entretenu, le 26 mai à Brazzaville, avec la mission de l'Unesco conduite par Marema Thiam Touré, une experte et conseillère régionale Afrique pour les sciences humaines, autour des questions juvéniles.

Lors d'une séance de travail, il a été élaboré un document de stratégie d'opérationnalisation des politiques de la jeunesse, visant à construire les nouvelles politiques publiques des jeunes particulièrement participatives et en faire une véritable politique gouvernementale. La volonté du ministre de l'Education civique et celle de la conseillère régionale Afrique pour les sciences humaines consistent également à engager la jeunesse dans le civisme et la citoyenneté, au moyen des politiques plus concrètes encore. Donc, les deux personnalités veulent également assurer le transfert des compétences aux jeunes en renforçant leurs capacités. Afin de mettre en œuvre les politiques de la jeunesse, les deux parties se sont convenues pour une revue de la politique nationale de la jeunesse, en claire, faire un bilan de dix ans passés.

Ils vont aussi repenser la politique nationale de la jeunesse pour envisager une approche permettant la prise en compte réelle des problèmes des jeunes et en tenant compte aussi des enjeux économiques actuels. Enfin, les deux parties tiennent à mobiliser les partenaires en fonction des différents projets prioritaires en faveur des jeunes issus des problématiques ciblées et circonscrites.

« Le fruit de ce travail découle des apports des experts des bureaux du Fnuap et ceux de l'Unesco basé au Congo. Ce qui ressort de ce processus, c'est une volonté manifeste du gouvernement d'œuvrer pour la jeunesse du Congo et d'en faire une jeunesse participative inclusive. Maintenant nous avons tracé avec monsieur une nouvelle feuille de route de la politique de jeunesse », a expliqué Marema Thiam Touré.

Fortuné Ibara

CÉLÉBRATION DE LA JOURNÉE DE L'AFRIQUE

L'Italie raffermit sa coopération avec le continent

L'occasion était indiquée pour les participants de réaffirmer le destin commun et les responsabilités partagées entre l'Italie et l'Afrique pour faire face aux défis du moment.

C'est le mercredi 27 mai que l'Italie a officiellement célébré la Journée de l'Afrique. Généralement commémorée le 25 mai de chaque année par le Continent et, depuis peu, par la communauté internationale, le corps diplomatique africain en Italie a choisi le mercredi pour le faire. Des commodités de calendrier l'y ont poussé, mais ce décalage a permis sans doute une plus grande intensité. Car, comme toujours, la journée a été l'occasion de se louer de l'excellence des relations entre l'Italie et son plus proche continent voisin, l'Afrique dont ne la sépare que la Mer Méditerranée. Ces 300 km d'eau sont aujourd'hui au cœur d'une actualité de douleur.

Comme d'habitude aussi, c'est en deux temps que l'Afrique a choisi de commémorer sa journée. D'abord, dans la matinée, un séminaire Italie-Afrique a réuni l'ensemble des ambassadeurs africains autour du ministre italien des Affaires étrangères à la Farnesina. Les ambassadeurs étaient conduits par leur doyen, Monsieur Mamadou Dékamo Kamara, ambassadeur de la République du Congo auprès du Quirinal la présidence italienne. Ensuite, comme le veut la tradition, le reste du programme était placé (une soirée de détente et un repas) sous le patronage de l'ambassadeur du Zimbabwe, ce pays assurant actuellement la présidence tourante de l'Union Africaine.

« Il y a 52 ans, le 25 mai 1963, les chefs d'Etats africains avaient rêvé d'unir les contrées arbitrairement disloquées, balkanisées et écartelées par l'héritage du partage colonial. Cette

journée, a vu naître à Addis-Abéba, en Ethiopie, l'Organisation de l'unité africaine (OUA), qui deviendra en 2002 l'Union africaine (UA) », a rappelé l'ambassadeur Dékamo à l'ouverture du séminaire de la Farnesina, à Rome. « Cette journée symbolise l'unité, le combat de tout le continent pour sa libération, son développement et la diplomatie », a-t-il poursuivi. Pour Mamadou Dékamo Kamara, un tel combat suppose le renforcement de la coopération dans tous les domaines, y compris ceux qui aujourd'hui suscitent inquiétudes et appréhensions comme les flux migratoires. « L'Italie et l'Afrique sont liées par l'histoire, la géographie et une vision commune d'un avenir pacifique et prospère pour l'ensemble de leurs peuples... Les ambassadeurs africains apprécient positivement cette amitié et surtout le degré de coopération atteint par le partenariat gagnant-gagnant », a dit l'ambassadeur-doyen qui a loué les efforts de l'Italie pour faire face, seule, aux flux migratoires.

L'énergie, un atout pour le développement de l'Afrique




Pour sa part, le ministre italien des Affaires étrangères Paolo Gentiloni a insisté sur le bon niveau de collaboration entre l'Italie et les pays africains, réaffirmant que l'énergie était un secteur-clé pour une croissance durable en Afrique. C'était d'ailleurs l'intitulé de cette rencontre. Il faut viser à l'excellence, a dit en substance Monsieur Gentiloni. Notamment en cherchant à combler ce qu'il a appelé « un gap infrastructurel ». « L'Afrique, de fournisseuse de matières premières doit graduellement devenir une partenaire économique. Cela doit fermement devenir notre priorité », a-t-il ajouté.

Tout en notant avec intérêt les avancées spectaculaires accomplies dans les domaines de la consolidation des expériences politiques, économiques et sociales, il ne s'est pas caché l'acuité des problèmes restants pour, notamment, l'amélioration des conditions de vie de tous les Africains. « De grands problèmes subsistent, avec une zone d'instabilité qui va de l'Atlantique à la Mer Rouge, la dramatique situation libyenne, les phénomènes migratoires en intensité croissante et trop souvent avec des fins dramatiques », a regretté M. Gentiloni.

L'Italie et l'Afrique maintiennent un haut niveau de collaboration. Le danger que fait courir l'Etat islamique au monde, les flux migratoires dont ce mouvement terroriste veut se servir, les questions de développement et la lutte contre la pauvreté sont des domaines où s'est engagée une coopération active entre deux partenaires animés du souci de maintenir des rapports sans dominant ni dominé. Le premier ministre italien, Matteo Renzi, a placé l'Afrique dans le dispositif stratégique énergétique de son pays pour les 30 prochaines années.

En juillet passé il a mené une rapide tournée africaine qui l'a conduit, à la tête d'une importante délégation d'entrepreneurs, au Mozambique, au Congo-Brazzaville et en Angola, complétée ensuite par une visite en Algérie. C'était la première visite d'un dignitaire italien de ce rang en Afrique au sud du Sahara. Monsieur Renzi a également participé, en mars dernier à Tunis, à la marche contre le terrorisme après l'attentat contre le musée du Bardo de cette ville du 18 mars, ayant fait 24 morts dont 4 touristes italiens.

Lucien Mpama

 DEVENEZ CERTIFIE  		Tel : 050745167/066779255 Email : contact@3g-universel.net	
3G Services organise à Brazzaville dès le 9 Juin 2015 les 2 FORMATIONS AVEC CERTIFICATIONS INTERNATIONALES suivantes à partir de 350 000 FCFA			
ORACLE 12 C cette certification contient 3 modules contenant les chapitres suivants :		Windows SERVER 2012 (13 modules de formations ainsi répartis :	
<ul style="list-style-type: none"> -CONNAISSANCES DE BASES -CONNAITRE L'ARCHITECTURE ORACLE -GESTION DES UTILISATEURS -GESTIONS DES PROFILS -ROLES ET PRIVILEGES -ARCHITECTURE ORACLE -SAUVEGARDE ET RESTAURATION -PENSE BÊTE DE DBA ORACLE 	<ul style="list-style-type: none"> -GENERALITES D'ORACLE SQL -RECUPERATION DES DONNEES UTILISANT LA CLAUSE SELECT -LIMITER LA SORTIE DES DONNEES -UTILISER LES FONCTIONS MONO LIGNES AFIN DE PERSONNALISER LA SORTIE -AFFICHER DES DONNEES AGREGES A L'AIDE DES FONCTIONS DE GROUPE -AFFICHER DES DONNEES DE PLUSIEURS TABLES : SYNTAXE DES JOINTURES ORACLE -UTILISER DES SOUS-INTERROGATIONS POUR RESOUDRE DES INTERROGATIONS -UTILISER DES OPERATEURS ENSEMBLISTES-UTILISER LE SQL*PLUS -MANIPULER LES DONNEES-CONTROLLER LES ACCES UTILISATEUR -UTILISER DES INSTRUCTIONS LDD POUR CREER ET GERER LES TABLES -CREER D'AUTRES OBJETS DU SCHEMA -GERER LES OBJETS A L'AIDE DES VUES DU DICTIONNAIRE DE DONNEES 	<ul style="list-style-type: none"> -DEPLOIEMENT ET MAINTENANCE DES IMAGES SERVEUR -CONFIGURATION ET DEPANNAGE DU DNS -MAINTENANCE DES SERVICES DE DOMAINES ACTIVE DIRECTORY -GESTION DES COMPTES D'UTILISATEURS ET DE SERVICE -MISE EN ŒUVRE DE L'INFRASTRUCTURE DE STRATEGIE DE GROUPE -GESTION DES BUREAUX DES UTILISATEURS AVEC LES STRATEGIES DE GROUPE -MISE EN PLACE DE L'ACCES A DISTANCE -INSTALLATION, CONFIGURATION, ET DEPANNAGE DU ROLE DE SERVEUR DE STRATEGIE RESEAU -MISE EN ŒUVRE DE LA PROTECTION D'ACCES RESEAU -OPTIMISATION DES SERVICES DE FICHIERS -CONFIGURATION DU CHIFFREMENT ET DE L'AUDIT AVANCE -MISE EN ŒUVRE DE LA GESTION DES MISES A JOUR -ASSURER LA SURVEILLANCE DE WINDOWS SERVER 2012 	
A la fin de ces formations vous devenez : ORACLE DataBase Administrator Microsoft Certified Technology Specialist			

PRÉSIDENTIE DE LA BAD

Le nom du nouveau patron sera connu ce jeudi

L'élection du prochain patron de la Banque africaine de développement (BAD) est attendue ce jeudi 28 mai 2015 à Abidjan, au cours de l'assemblée annuelle du Conseil des gouverneurs. Mais qui sont les huit candidats en lice ?

Depuis fin février dernier, le secrétariat exécutif de la BAD a traité et confirmé huit candidatures à la présidence de l'institution financière. Presque tous les espaces communautaires et régions du continent sont représentés :

L'Afrique centrale notamment les pays membres de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEECA), a présenté une candidature unique qui est celle du ministre tchadien des Finances et du budget, Bedoumra Kordjé. Lors du récent sommet des chefs d'Etat de la CEEAC le 25 mai dernier à N'Djamena, les dirigeants de la sous-région ont approuvé leur soutien au candidat tchadien.

« La conférence des chefs d'Etat accueille très favorablement la candidature à la présidence de la BAD de monsieur Bedoumra Kordjé, ministre des Finances et du budget. Aucun ressortissant d'un Etat membre n'ayant occupé cette éminente fonction, aussi les Etats membres de la CEEAC apportent leur soutien total et indéfectible à la candidature de Bedoumra Kordjé », a annoncé au sortir des assises ce lundi 25 mai le secrétaire général de la CEEAC, Ahmad Allami, le secrétaire général de la CEEAC. Cette bénédiction des dirigeants de la sous-région, intervient quelques jours après la confirmation de la candidature du ministre tchadien par les six pays membres de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (Cémac). Né le 1er Janvier 1952, le ministre tchadien, a été successivement, secrétaire général à la Présidence de la République, ministre du Plan, de l'Economie et de la Coopération Internationale, avant de servir d'abord comme secrétaire général, puis vice-président, chargé des Services institutionnels de la BAD. Avec le soutien désormais des onze pays de la CEEAC, Bedoumra a toute sa chance de se placer en pole position.

L'Afrique de l'ouest aborde ce processus continental en ordre dispersé, avec pour elle seule quatre postulants. Le Mali a positionné Birama Sidibé, un ancien haut cadre de l'institution afri-

caine. Agé de 62 ans, Birama Sidibé est l'actuel vice -Président de la Banque Islamique de Développement. Il fut directeur général de Shelter -Afrique de 2006 à 2009, vice-président par intérim, directeur de la BAD de 1983 à 2006 et chef de la division OMVS de 1980 à 1983. Birama aurait bénéficié de l'allégeance de onze pays africains.

La ministre capverdienne des Finances et du Plan, Cristina Duarte, défendra les Couleurs de son pays lors cette bataille électorale. Agée de 53 ans, elle occupe le portefeuille des Finances depuis dix ans, avec un bilan jugé positif et salué par la communauté internationale. L'ancienne directrice du Programme de développement du secteur privé et de la compétitivité, projet de la Banque mondiale, Cabo Verde, ex-vice-présidente et responsable des activités de banque de financement et d'investissement de Citibank, Angola, Cristina Duarte compte sur son actif politique et ses expériences sous régionales.

Deux pays ouest africains de l'espace anglophone, peuvent aussi faire basculer les pronostics : le Nigéria le plus solide « bailleur » africain de la BAD est sur les starting-blocks, avec comme candidat le Dr Akinwumi Adesina, ministre de l'Agriculture et du développement rural. Avec ces 55 ans, ce candidat serait soutenu par la très puissante ex-directrice générale de la Banque mondiale.

Le quatrième ouest africain en ordre de bataille, est le ministre Sierra léonais des Affaires étrangères et de la coopération, Dr Samura Kamara.

Licencié en Sciences et spécialiste en économie Master-Docteur, le Sierra léonais est le plus âgé tous les candidats en course. En Afrique, l'âge et l'expérience comptent aussi de ce genre d'exercice.

Dans les rangs des Anglo-saxons, il y a le candidat du Zimbabwe, Thomas Z. Sakala, qui représente en même temps l'Afrique de l'est. Thomas Z. Sakala est un retraité de la BAD depuis octobre 2014. Agé de 50 ans, Sakala fut vice-président de la BAD,

en charge des programmes pays et régionaux. Ce Licencié en es-économie, peut compter sur son mentor, le président Robert Mugabe qui assure concomitamment la présidence en exercice de l'Union africaine et de la Communauté de développement de l'Afrique australe (Sadc). Mais ce dernier aura fort affaire à un autre candidat de la région, un Ethiopien.

Le ministre de l'Economie et des Finances de l'Ethiopie depuis 1994, Ato Soufian Ahmed fait partie de l'équipe de choc de feu Meles Zenawi. Au cœur de toutes les grandes réformes qui ont transformé ce pays de 94 millions d'habitants. Sous son règne au ministère des Finances, l'Ethiopie a conduit des négociations importantes pour l'annulation de 67% de sa dette due au Club de Paris (2004), des accords avec la Banque mondiale et le FMI. Né le 10 mai 1958, Ato Soufian Ahmed, est titulaire d'un Master en Sciences, spécialité développement et planification économique.

Enfin, la dernière candidature vient de l'Afrique du Nord, grâce au Tunisien Jalloul Ayed. Les 21% du capital de la BAD, détenus par l'Afrique du Nord permettraient au Tunisien de se placer devant tous les favoris. Les tractations visant la présidence sont assez complexes. Il faut surtout obtenir une double majorité. La première provient des 53 membres africains, et la deuxième devrait concerner les 77 pays membres continentaux. En effet, l'actionariat de la BAD est réparti entre les 53 pays africains (60%) des actions de la banque et du même pourcentage en pouvoir de vote, et les 24 membres non-régionaux (Etats-Unis, Japon, Brésil, Arabie Saoudite, etc.), détiennent les 40% restants.

Les 21% détenus par l'Afrique du Nord, Egypte comprise, peuvent aider la candidature du Tunisien Jalloul Ayed. Des compromis sont nécessaires pour parvenir à choisir le président de la BAD, surtout que le pouvoir de vote n'est pas uniforme pour tous les membres. Il est plutôt proportionnel au pourcentage d'actions détenues par chaque pays. En tout cas, le dernier mot revient au Conseil des gouverneurs de la BAD. Pour l'heure, tous les regards sont tournés vers la capitale économique de Côte d'Ivoire, Abidjan.

Fiacre Kombo

BAD

Donald Kaberuka essuie des critiques du monde francophone

Donald Kaberuka, afro-optimiste, va quitter la tête de la Banque africaine de développement (BAD) le 28 mai. Il a été l'artisan du retour du siège social de la banque en Côte d'Ivoire. Il laisse la BAD avec une assiette financière solide. Pourtant, il lui est reproché d'avoir favorisé l'Afrique anglophone.

Après une décennie à la présidence de la BAD, le Rwandais Donald Kaberuka laisse la BAD avec une note AAA attribuée par l'agence financière américaine Fitch. Grâce à lui, la BAD a triplé son capital, proche de 100 milliards d'euros. ce qui lui permet de se palcer première institution de financement de développement en Afrique avec 320 opérations pour un total de 6,2 milliards d'euros en 2013.

Donald Kaberuka aura permis le renforcement du secteur privé et des investissements dans les infrastructures, notamment dans les pays fragiles du continent, et le retour de l'institution à Abidjan, 12 ans après sa délocalisation à Tunis, après le coup d'Etat manqué de 2002 en Côte d'Ivoire. Bien que parfaitement bilingue -français et anglais - une partie du monde francophone reproche à Donald Kaberuka d'avoir privilégié les pays anglophones. Les jeux de succession, la France, par la voix de son ministre des Finances, serait « plus soucieuse des intérêts » de l'Afrique francophone. Huit candidats dont une femme se sont lancés à sa succession. Pour être élu, il faut emporter la majorité des votes de tous les pays membres, et la majorité des votes des pays africains. Si les cinq tours de scrutin ne le permettent pas, la BAD a le pouvoir d'ajourner et de procéder à un second vote. Ce qui fut d'ailleurs le cas, lors de la première élection de Donald Kaberuka en 2005. La BAD fête ses cinquante ans d'existence.

Noël Ndong

MONNAIE

Des économistes africains appellent à un débat sur le franc CFA

Des économistes africains parmi lesquels Martial Zé Belinga, Demba Moussa Dembélé, Sakho Bamba et Makhily Gassama ont adressé une lettre ouverte à la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (Bcëao) où ils affichent leurs positions sur la politique monétaire de la zone franc.

Ces économistes estiment qu'une critique nouvelle et interne du franc CFA est nécessaire. « Alors que de plus en plus des sociétés politiques africaines, dans un bel et suspect élan transcendant les colorations politiques, semblent se donner pour objectif l'horizon nouveau d'une « émergence économique à l'asiatique », peu d'intérêt paraît être accordé au fait que, dans la majorité des situations, les pays dits émergents disposent de monnaies nationales, de politiques monétaires discrétionnaires orientées vers les besoins de croissance, d'industrialisation et de transformation économique », peut-on lire.

Ces économistes que les pays du Golfe, les États-Unis, la Chine, le Brésil, la Russie, l'Europe, le Japon, entre autres, via leurs banques centrales et « leurs ressources intellectuelles mobilisées, sont tous investis dans une gestion stratégique extrêmement fine et réactive de leur monnaie ». « Quant aux débats sur l'Euro, encore tenaces aujourd'hui, ils impliquent souvent ministres, députés, chefs de parti européens, et abordent les objectifs et fondements même de la politique européenne, le rôle de la banque centrale, l'inflation, n'excluant aucune possibilité y compris un éclatement de la Zone euro », soulignent-ils.

Avant de regretter : « pendant ce temps, la demande critique et citoyenne d'un débat sur la politique monétaire en zone franc se répand irrévérablement des minorités progressistes partisans de réformes ou de refontes des architectures monétaires, vers les peuples avides d'effets concrets sur leurs existences quotidiennes », regrettent les économistes.

Selon eux, la progression au sein de l'Uémoa/Cémac d'une critique sociale (externe) appelant au moins à un débat sur une monnaie historiquement imposée par le joug colonial français, maintenue par l'encadrement africain et jamais proposée à une quelconque légitimité démocratique, que les positions réformatrices et courageuses du ministre togolais de la Prospective et de l'Évaluation des politiques publiques Kako Nubukpo, prennent sens et valeur.

« Il serait incompréhensible que les Africains se refusent toutes opportunités de débattre de leurs options monétaires, alors que le monde entier, poussé par les flux de la globalisation, la libéralisation des marchés, la volatilité des avantages compétitifs, les crises systématiques, s'attèle à la tâche d'élaborer et d'actualiser des stratégies et tactiques monétaires gagnantes », révèlent-ils.

N.Nd.

Assurances et Réassurances du Congo

Une équipe jeune et dynamique à l'écoute de vos besoins

Assurances Incendie
Assurances Transport
Assurances Multirisques Habitation
Assurances Glaces Voiture
Assurances Responsabilité Civile

Assurances Santé
Assurances Combustion
Assurances Vieillesse
Assurances Voyage
Assurances Épargne

Agence K17 - Avenue de la République - Kinshasa - Tél : (+243) 81 89 12 88 / 11 08 16 38
Agence P18 - 128, Avenue Tervil - Kinshasa - Tél : (+243) 20 28 14 43 / 94 12 98
Email : ardc@arcd.com - www.arcd.com

CENTRAFRIQUE

L'Union européenne accroît son soutien financier et politique au pays

Une conférence internationale axée sur les besoins humanitaires, la relance et le renforcement des capacités de résilience de la Centrafrique s'est tenue le mardi 26 mai à Bruxelles, en Belgique. La rencontre a permis de mobiliser l'attention et le soutien de la communauté internationale en faveur de la RCA.

À cette occasion, la Commission européenne a annoncé l'augmentation de son aide à la République centrafricaine d'un montant total de 72 millions d'euros. Ces fonds seront notamment consacrés à l'aide humanitaire (avec une enveloppe additionnelle de 10 millions d'euros). Ils seront aussi destinés à des mesures d'appui budgétaire (40 millions d'euros supplémentaires) et à une nouvelle contribution au Fonds fiduciaire de l'UE pour ce pays (qui bénéficiera d'un complément de 22 millions d'euros). Les premiers résultats et les perspectives futures de ce Fonds (dénommé Békou, ce qui signifie « espoir » en sango, la langue principale du pays) ont été également présentés lors de ces assises.

Dans une intervention, le commissaire pour la coopération internationale et le développement, Neven Mimica, a indiqué que le Fonds Békou a créé entre les partenaires internationaux des synergies puissantes pour aider les autorités centrafricaines à sortir de la crise que le pays a connue, à consolider l'État et rétablir la paix et la sécurité. « Je me réjouis de la rapidité avec laquelle le fonds Békou a été mis en place, ce qui témoigne à quel point l'UE et ses partenaires avaient conscience de la nécessité de réagir rapidement à cette crise. La conférence d'aujourd'hui nous offre l'occasion de mettre en lumière le processus de stabilisation en cours en RCA et la solidarité internationale dont il fait l'objet », a-t-il déclaré. Pour sa part, le commissaire pour l'aide

humanitaire et la gestion des crises, Christos Stylianides, a plaidé pour une aide soutenue à la Centrafrique. « Nous vivons des temps agités, où de nouvelles crises surgissent à tout moment et partout. Mais nous ne devons pas détourner notre attention des crises humanitaires actuelles comme celle-ci. Les Centrafricains continuent d'avoir besoin de notre aide pour survivre et reconstruire leur vie », a-t-il fait remarquer. Etant l'un des principaux partenaires de la Centrafrique, l'UE a pris d'autres engagements importants allant dans le sens d'un renforcement du soutien financier apporté à ce pays.

« Après des années de conflit, le peuple de la République centrafricaine mérite un présent et un avenir faits de paix », a déclaré quant à elle la haute représentante et vice-présidente, Federica Mogherini. « Dès le début de cette crise, l'Union européenne a été à ses côtés pour l'aider à trouver le chemin de la reprise, de la stabilité et du développement. Le récent Forum de Bangui a suscité une dynamique de réconciliation nationale portée par les Centrafricains eux-mêmes ; avec la conférence d'aujourd'hui, nous réaffirmons notre volonté, et celle de nos partenaires internationaux, de les soutenir sur la voie de la reconstruction et de la paix », a-t-elle assuré.

La conférence de Bruxelles sur le soutien à la Centrafrique a été organisée à l'initiative de la haute représentante

et vice-présidente, Federica Mogherini, du commissaire pour la coopération internationale et le développement, Neven Mimica, et du commissaire pour l'aide humanitaire et la gestion des crises, Christos Stylianides. La délégation centrafricaine à cette conférence a été conduite par la présidente de la transition, Catherine Samba-Panza. Les ministres français, allemand et néerlandais du développement, les ministres des affaires étrangères de la région de l'Afrique centrale ainsi que des représentants d'organisations internationales ont participé également à la rencontre.

La Centrafrique est en proie à une crise depuis 2013. Ses structures étatiques, économiques et sociales doivent être entièrement reconstruites. Au cours de la période 2013-2014, l'Union européenne a déjà mobilisé 377 millions d'euros au titre de l'ensemble des instruments dont elle dispose afin d'aider le pays. En plus d'une aide humanitaire généreuse pour faire face à cette crise, l'UE a joué un rôle de premier plan dans les efforts déployés au niveau international en faveur de la relance et du renforcement des capacités de résilience de la RCA. En coopération avec la France, l'Allemagne et les Pays-Bas, l'UE a lancé en juillet 2014 le premier Fonds fiduciaire européen : le Fonds fiduciaire Békou pour la République centrafricaine.

Doté d'un financement initial de 74 millions d'euros, ce Fonds a déjà engagé plus de 47 millions d'euros. Son objectif est de soutenir des mesures couplant les interventions à caractère humanitaire à des programmes de reconstruction et de développement à moyen terme.

Nestor N'Gampoula

Catherine Samba Panza reçue par François Hollande dans « une parfaite coopération »

Le président français François Hollande a reçu, le 27 mai, la présidente de la transition centrafricaine Catherine Samba Panza.



François Hollande et Catherine Samba Panza enquêtes en cours », a été observée, allusion

Les deux chefs d'Etat ont échangé sur l'évolution de la situation politique et sécuritaire en Centrafrique. François Hollande s'est félicité des résultats du forum de Bangui « qui marque un nouveau progrès vers la paix en RCA, notamment en matière de désarmement et de libération d'enfants-soldats », indique un communiqué de la présidence française.

Le président français a également noté les efforts des autorités de transition dans la préparation des élections et l'instauration des mécanismes de lutte contre l'impunité. Il a aus-

si constaté des progrès réalisés et a salué le déploiement effectif de l'opération des Nations unies (Minusca), qui permet « la diminution progressive des effectifs de l'opération militaire française Sangaris » tout en réaffirmant, au cours de son entretien avec son homologue centrafricaine le « soutien de la France à la Centrafrique en matière d'aide humanitaire et d'action pour le développement ».

Une « parfaite coopération entre la justice des deux pays dans la conduite des enquêtes en cours », a été observée, allusion aux accusations de viols qui auraient été commis par les militaires français sur des mineures centrafricaines lors de l'opération Sangaris.

La veille de son entretien avec François Hollande, Catherine Samba Panza a été à une conférence des bailleurs de fonds de la Centrafrique à Bruxelles. La Commission européenne va augmenter son aide à la Centrafrique, qui va passer de 10 millions à 72 millions d'euros. Quant à la France, elle a promis d'accorder 35 millions d'euros à la Centrafrique en 2015.

Noël Ndong



19 > 21 NOVEMBRE 2015
BRAZZAVILLE
FORUM INTERNATIONAL
DES INVESTISSEMENTS AU CONGO

APPEL À PROJETS

Brazzaville accueille en novembre 2015 le premier Forum « Investir au Congo Brazzaville – ICB 2015 ».

Ce Forum est le rendez-vous incontournable pour la promotion des opportunités d'investissements au Congo auprès de partenaires industriels et financiers, tant africains qu'internationaux. Il se tient dans un contexte particulièrement favorable de diversification de l'économie congolaise, dans le cadre du Plan National de Développement 2012-2016.

Vous êtes dirigeant d'une entreprise congolaise et vous avez des projets de développement pour lesquels vous recherchez des partenaires ou des investisseurs ? Pour déposer votre projet et recevoir la fiche de référencement, nous vous invitons à nous contacter à l'adresse suivante : info@icb2015.com

Vos projets seront présentés sur le site Internet du Forum, www.icb2015.com, pour permettre aux investisseurs de les identifier et de vous rencontrer à l'occasion du Forum Investir au Congo du 19 au 21 novembre 2015.



VATICAN

Pape François : replacer l'homme au centre de l'économie

Encore une fois, le chef de l'Eglise catholique condamne la culture contemporaine qui tend à écarter et minorer les moins productifs en société, en mettant en avant l'argent.

Le pape ne démord pas de ce qui est devenu chez lui un leitmotiv asséné à tous les forums et auditoires économiques auxquels il s'adresse : ce n'est pas parce qu'une personne âgée, un handicapé ne sont plus productifs qu'ils sont à considérer comme des « déchets sociaux ». Il l'a redit le 23 mai au Vatican, où il a rencontré plus de 7000 membres de l'Association des travailleurs catholiques italiens (ACLI). Ce sigle est synonyme de coup de main pour tout chercheur d'emploi et de coup de main en Italie. Fondée il y a 70 ans, l'association se dépense sans compter pour aider à l'insertion des jeunes dans le milieu du travail, les étrangers et les personnes moins fortunées.

Le Souverain pontife s'est félicité de cette longue fidélité à la cause de l'homme en difficulté. Mais il a tout de suite relevé que le monde contemporain connaissait une réalité chaque jour plus changeante. Mondialisation et globalisation imposent des règles économiques qui tendent à écarter les plus faibles. « La diffusion de la précarité, du travail au noir et du chantage que fait peser la criminalité organisée, surtout parmi les jeunes travailleurs à qui le manque de travail enlève toute dignité, ap-

pelle une réponse vigoureuse et déterminée », a-t-il estimé. Une telle réponse passe essentiellement par le fait de reconsidérer l'homme comme un tout et une valeur, pas un chiffre ni un poids. « Il s'agit, a-t-il souhaité, de ramener l'homme au centre du système économique. C'est cela qui doit commander ; pas le dieu-argent qui détruit et qui provoque une culture du déchet parmi les humains ». Il a appelé les acteurs de l'économie à faire en sorte que le travail soit un droit, pas une corvée ni un privilège réservé à quelques-uns. « Que le travail soit un instrument d'espérance ! », surtout pour les milliers de jeunes sans emploi.

« Pensez donc que sur cette terre si généreuse, il y a un peu plus de 40% de jeunes qui n'ont pas de travail ! C'est le sacrifice que cette société égoïste et mondaine offre au dieu-argent ! ». Il faut inverser l'échelle des valeurs et des priorités. « Faire en sorte que, par le travail, - un travail libre, créatif, participatif et solidaire -, l'être humain exprime et accroisse la dignité de sa propre vie », a ajouté le Pape. Car « là où l'on pense à l'homme avec une vision égoïste, et aux autres comme des moyens, le travail perd son sens premier, celui de continuer l'œuvre de Dieu, œuvre destinée à toute l'humanité, afin que tous puissent en bénéficier », a indiqué le pape.

Lucien Mpama

SANTÉ

L'Italie engagée dans les soins équitables des personnes atteintes d'Ébola

Un infirmier italien lutte contre la mort dans un hôpital spécialisé de Rome. Le Dr Pulverenti, premier malade italien, souligne le besoin des soins équitables.

L'épidémie d'Ébola qui a touché trois pays d'Afrique de l'Ouest au début de cette année, faisant plus de 11000 morts, montre des signes d'essoufflement. Au Libéria, les autorités l'ont même déclarée totalement finie. Mais il reste des poches en Guinée et en Sierra Leone. C'est dans ce dernier pays qu'a été infecté un infirmier italien récemment rentré dans son île de Sardaigne (sud-ouest de l'Italie), aujourd'hui en soins intensifs à l'institut Spallanzani de Rome, centre d'excellence pour l'étude et la lutte contre les maladies infectieuses. C'est cet établissement qui avait accueilli, en novembre dernier, le Dr Fabrizio Pulverenti, volontaire de santé en Sierra Leone et déclaré guéri fin janvier de cette année.

Aujourd'hui très engagé dans la lutte contre l'épidémie d'Ébola en Italie, un pays où aucun cas de maladie n'a été recensé, pour expliquer les moyens de lutte, les diagnostics. Ses conférences sont très courues. Dimanche, il a donné une conférence à Milan sur comment survivre en cas de contamination et comment prévenir de nouvelles épidémies. Son

parcours personnel est édifiant ; il sert non seulement à expliquer Ébola du point de vue du scientifique, mais aussi à désarmer les peurs et les paranoïas autour d'une maladie certes hautement mortelle mais parfaitement maîtrisable aujourd'hui.

Il a ainsi indiqué que, pour son propre cas, dans un premier temps, il lui fut prodigué de puissants antibiotiques qui n'eurent aucun effet probant. « C'est une thérapie intensive qui m'a sauvé. Elle a soutenu les fonctions vitales, reconstitué les liquides et assisté les fonctions respiratoires. C'est d'ailleurs ainsi que nous avons soigné de nombreuses autres personnes en Sierra Leone », a dit le Dr Pulverenti. Membre de l'organisation non gouvernementale Emergency, spécialisée dans les situations d'urgence sanitaire, le Dr Pulverenti a œuvré en Sierra Leone où il a contracté le mal.

Il estime aujourd'hui que la lutte contre la survenue d'autres épisodes épidémiologiques passe aussi par la généralisation des mêmes soins à tous les malades. On se rappelle qu'au plus fort de l'épidémie en Afrique

de l'Ouest, la maladie avait divisé en deux camps riches et pauvres. Les malades occidentaux ont été rapatriés dans leurs pays de départ et soumis aux traitements de pointe du moment. Aux États-Unis et en Grande-Bretagne, ils ont pu recouvrer la santé. Mais le cas de l'Espagne suscita critiques et remous. Une aide-soignante espagnole, première atteinte en Espagne (par manipulation d'un malade), fut sauvée. Mais pas le missionnaire Miguel Pajares, médecin évacué en urgence vers son pays en laissant sur place, en Sierra Leone, notamment la religieuse congolaise qui travaillait avec lui, et elle aussi infectée.

Le 25 mai a marqué le premier anniversaire du déclenchement des premiers cas de maladie en Sierra Leone. Le pays continue de lutter pour pouvoir, lui aussi, être officiellement déclaré « Ébola free » (sans Ébola) par l'Organisation mondiale de la santé, OMS. Il reste du chemin à faire : l'organisation met en garde contre un retour en force de l'épidémie en Sierra Leone mais aussi en Guinée-Conakry. Trente-cinq nouveaux cas ont été enregistrés dans ces deux pays dans la semaine du 11 au 17 mai, contre seulement neuf la semaine précédente.

L.Mp.

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés

ÉCONOMIE
POLITIQUE
RÉFLEXIONS
SPORT
SOCIÉTÉ
ART, CULTURE, MEDIA
INTERNATIONAL



CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr

www.adiac-congo.com



LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



FINANCEMENT DU TERRORISME

L'Algérie dément toute information l'accusant de ne pas s'y opposer

L'ambassade d'Algérie au Congo a, dans un bulletin spécial consacré à ce sujet, apporté un démenti formel sur l'information relayée par plusieurs médias et selon laquelle ce pays ne lutte pas contre le financement du terrorisme et le blanchissement d'argent.

« Il s'agit d'une tempête dans un verre d'eau sans fondement aucun », a déclaré le ministre algérien d'État, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Ramtane Lamamra, cité par le bulletin d'information de l'ambassade algérienne à Brazzaville. Le membre du gouvernement a précisé que du point de vue technique, le Groupe d'action financière (Gafi) « rend publics des bulletins et recommande aux institutions bancaires de faire preuve de vigilance avec certains pays qui n'ont pas encore adapté leurs législations ». Et le ministre d'ajouter que « l'Algérie l'avait fait à travers l'enrichissement de ses lois et la mise en place de mécanismes qui veilleront à leur application ». Cette réaction répond aux accusations de l'Arabie Saoudite qui aurait classé l'Algérie et dix autres pays sur sa liste noire au motif que ces États ne respecteraient pas les règles en matière de lutte contre le blanchissement d'argent et le terrorisme.

Le bulletin de l'ambassade algérienne évoque aussi la réaction du porte-parole du ministère algérien des Affaires étrangères sur le même sujet en ces termes : « En réaction à ce qui a été relayé par les médias avec exagération et imprécision, voire parfois une désinformation, sur la prise en charge par les institutions algériennes spécialisées du dossier de prévention du blanchissement d'argent et du financement du terrorisme, que ce dossier figure en tête des engagements internationaux de l'Algérie. Il n'est pas de nature à être traité à un niveau bilatéral avec aucun pays arabe ou autre »

Pour la représentation diplomatique algérienne au Congo, l'action et l'engagement de ce pays dans la lutte contre le terrorisme « ne souffrent d'aucune contestation. » « L'Algérie, souligne-t-on, est l'avant-garde des pays qui oeuvrent au niveau multilatéral au tarissement des sources de financement du terrorisme y compris l'interdiction de verser des rançons. Les a priori n'entameront en rien la crédibilité de l'Algérie ni sa détermination à poursuivre ses efforts, au niveau international, en vue d'éradiquer le terrorisme et combattre les doctrines obscurantistes et les entreprises criminelles qui les sous-tendent » Notons que Gafi est un organisme intergouvernemental créé en 1989 lors du sommet du groupe des 7 à Paris, en France. Il est chargé de la lutte contre le blanchissement d'argent à l'échelle internationale.

Nestor N'Gampoula

TRANSPORT AÉRIEN

Un avion d'Air France évite de justesse le Mont Cameroun

Le Bureau d'enquêtes et d'analyses (BEA) vient de révéler une information qui était restée hautement confidentielle. Il s'agit d'un incident survenu le 2 mai, lors d'un vol d'Air France reliant Malabo, la capitale de la Guinée équatoriale et la ville portuaire de Douala au Cameroun.

Un avion d'Air France transportant 36 personnes à son bord a évité de justesse la plus haute montagne d'Afrique centrale, le Mont Cameroun. Il s'agit d'un Boeing 777 effectuant un vol régulier d'une demi-heure de Malabo, vers la ville portuaire camerounaise de Douala, où il devait prendre à son bord de passagers avant de continuer

sa route sur Paris. Afin d'éviter des nuages orageux, à une altitude de croisière au-dessus de 9.000 pieds (2.800 mètres), les pilotes auraient pris un itinéraire plus au nord que d'habitude. Après un virage vers l'est en direction de Douala, leur trajectoire aurait amené l'avion près du Mont Cameroun (4070 m). Les occupants de l'avion ont eu la vie sauve grâce à un message oral émanant d'un système d'avertissement automatique au sol, qui demandait aux pilotes de « redresser » l'appareil, indique le BEA. L'équipage va donc amener l'avion aux environs de 13.000 pieds et à continuer vers Douala, ajoute le bureau. Air France a confirmé l'in-

cident, en ajoutant que l'équipage du vol AF 953 du 2 mai avait effectué une procédure « prévue par le manuel de la compagnie et du constructeur en réponse à une alarme générée par l'avion ». Les passagers n'ont jamais été informés de l'incident. Ce Boeing 777-2000 transportait 23 passagers, trois pilotes et dix membres du personnel navigant commercial. Le BEA précise qu'il enquête sur le vol AF 953 en raison d'un « incident grave ». En effet, selon les protocoles aériens internationaux, un incident grave est défini par un événement dont les circonstances indiquent qu'un accident a « failli se produire ». *Noël Ndong*

IMMIGRATION

Le congolais Denis Mukwege regrette le silence des dirigeants africains

Prix Sakharov 2014 du Parlement européen pour les droits de l'homme, le gynécologue congolais Denis Mukwege, qui était le 25 mai à Rome pour une conférence sur la Méditerranée, a déploré le silence des dirigeants africains face aux drames de l'immigration en Méditerranée.

Pendant que les Européens « s'indignent quand il y a 1.800 morts, on aurait bien voulu qu'il y ait un sommet spécial des présidents (africains), ne serait-ce que pour pouvoir exprimer leur indignation et voir à leur niveau ce qu'ils peuvent faire pour éviter ces drames », a-t-il déclaré.

« Il faut engager les dirigeants africains à ce qu'ils fassent leur part pour éviter que ce trafic (de migrants) puisse continuer. Quand on voit des milliers de gens se noyer, on ne peut pas dire que l'Afrique n'a rien à faire, que les autorités africaines ne peuvent pas engager un système qui permette de pouvoir contrôler quelqu'un qui prend cette route de la mort », a poursuivi Denis Mukwege. Les flux de départs peuvent être mieux contrôlés par les pays africains, notamment en Afrique centrale, malgré leur effet « court-termiste ». Car « On peut mettre des barbelés, on peut faire

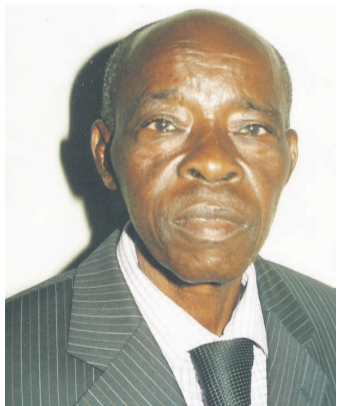
des murs, on peut faire toutes les lois qu'on veut pour protéger l'Europe mais lorsque quelqu'un a cet instinct de survie, il est très difficile de pouvoir l'arrêter », estime-t-il, tout en appelant à aider les jeunes africains « à construire leur rêve en Afrique même », dans l'intérêt aussi de l'Europe. « La paix que vous connaissez ne peut être durable que s'il y a la paix ailleurs », a-t-il indiqué, en s'adressant aux européens. Expliquant : « si vous devenez un îlot de paix isolé, la pression de l'insécurité ailleurs va être très forte sur les portes de l'Europe ». *N.Nd.*

IN MEMORIAM

25 Mai 1998 - 25 Mai 2015. Voici dix-sept ans jour pour jour que madame Onanga née Essoundou Célestine était arrachée à l'affection des siens. En cette date de souvenirs et de triste anniversaire, toute la famille Onanga Prosper prie tous ceux qui l'ont connue et aimée d'avoir une pensée pieuse pour elle. Toujours affligés, nous rendons grâce à Dieu de ce que son âme repose en paix pour l'éternité. Maman, nous ne t'oublierons jamais!



NÉCROLOGIE



Les familles Ossou, Lekoumba et enfants, ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur père, frère et oncle Charles Alfred Ossou, survenu le samedi 23 mai 2015 au CHU de Brazzaville. La veillée mortuaire se tient au n° 100 de la rue Abila-Talangai (cf. Avenue marché Lipouta na tolo). La date des obsèques vous sera communiquée ultérieurement.



Nkounkou Victor et famille, familles Bassadila Marie, Badjiokila, Cantey, Eticault, Épouse Badjiokila Née Cantey Madina Henriette et Enfants ont le regret de vous informer le décès de leurs frère, père, oncle, cousin, neveu grand-père Auguste Badjiokila, survenue le dimanche 17 mai 2015 à 4h à Brazzaville à l'hôpital Militaire Pierre Mombengo.

Programme des Obsèques :

- Judi 28 mai 2015**
- 9h : levée de corps à la morgue municipale de CHUB
- 10h : recueillement au domicile du disparu sis quartier Mayanga arrê B52 rue Auguste Badjio N°8
- 11h30 : messe de requiem en l'église Saint-Anne du Congo ;
- 13h : départ pour le cimetière privé Bouka
- 15h : retour au domicile du disparu
- 16h : fin de la cérémonie.

PERSPECTIVES D'AVENIR
FONDATION
UNE JEUNESSE QUALIFIÉE POUR UN CONGO EN MARCHÉ

BOURSES D'ETUDE
Denis Christel SASSOU NGUESSO

Destinées aux élèves et étudiants issus de groupes ou de milieux défavorisés

Etudiants
Bac+2
Bac+3

Bacheliers
2015

Je suis étudiant

Je suis bachelier

Retrait et dépôt
des dossiers de candidature
avant le
11 juillet 2015

Pour plus d'informations, nous contacter

4ème étage, Immeuble Yoka Bernard, Rond-point de la coupole
Téléphone: +242 222 81 20 20
E-mail: info@perspectivesavenir.org
www.facebook.com/FondationPerspectivesAvenir

www.perspectivesavenir.org

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Joseph Kabila fait le ménage dans son cabinet

Le Président de la République Joseph Kabila a procédé ce mardi à la nomination de quelques hauts cadres à des postes de responsabilité au sein de son cabinet, en commençant par le chef de cabinet.

Il a plu au Chef de l'Etat de remplacer au poste de chef de cabinet, l'ancien vice-ministre des Hydrocarbures Beya Siku, mis de côté pour des raisons non dévoilées par Néhémie Mwilanya Wilondja qui occupait jusque-là les fonctions de conseiller juridique à la présidence de la République. Le nouveau promu est présenté comme un juriste chevronné et un meneur d'hommes aux compétences éprouvées. L'ordonnance présidentielle publiée le mardi 26 mai fait également état de la nomination de deux directeurs de cabinet adjoints censés seconder Néhémie Mwilanya dans sa lourde tâche. Il s'agit de Jean Pierre Kambila chargé des questions politiques et administratives et d'Hortense Mukalayi responsabilisée pour les matières ayant trait à l'économie et à la reconstruction.

Lentement mais sûrement, la présidence de la République est train d'afficher complet avec ces nouvelles promotions censées booster l'efficacité du travail abattu en ce haut lieu de la politique nationale. Pour maints observateurs qui s'appuient sur le profil de nouveaux promus, il est clair que Joseph Kabila veut s'entourer des personnalités de poigne rompues intellectuellement pour mieux négocier le virage de 2016 avec, à la clé, le dialogue politique qui s'annonce. Après l'élévation de Jeannine Mabunda et de Luzolo Bambi respectivement aux postes de conseillers chargés de violences sexuelles et de lutte contre la corruption, ces dernières nominations n'annoncent-elles pas d'autres changements de personnes au niveau des institutions de la République, de la diplomatie ou de la territoriale ? La question est sur toutes les lèvres. Les observateurs vont donc s'adonner à un monitoring spécial du travail de nouveaux proches collaborateurs du Chef de l'Etat pour savoir s'ils seront à la hauteur des espoirs placés en eux. Cependant, ils jouissent d'ores et déjà, d'une opinion favorable.

A.D.

NORD-KIVU

Vital Kamerhe sensibilise contre le dialogue

En lieu et place de ce forum politique onéreux, le président de l'UNC prône plutôt que l'organisation des élections doit être une urgence pour changer le système et permettre au peuple d'être bien dirigé.

Le président de l'Union pour la Nation (UNC) est de ceux qui s'opposent au dialogue avec la dernière énergie. À la tête d'une forte délégation des cadres de son parti, Vital Kamerhe est en déplacement depuis mardi à Goma, chef-lieu de la province du Nord-Kivu. Officiellement, ce voyage est motivé par le besoin d'aller reconforter les populations de Beri et d'ailleurs, victimes de l'insécurité perpétrée par les rebelles ougandais de l'ADF. Au-delà, d'aucuns y voient l'ombre d'une campagne de sensibilisation de la population locale contre le dialogue.

Et d'ailleurs cette question aura été au centre du meeting qu'il avait tenu dès son arrivée à Goma au stade Afya après trois heures de marche à pied entamée depuis l'aéroport. Une foule immense a accompagné le leader de l'UNC jusqu'au point de chute. Une véritable démonstration de force pour l'ex-chairman de l'Assemblée nationale qui, visiblement, continue à jouir d'une popularité

extrême dans son terroir. Dans un discours entrecoupé par des applaudissements nourris d'un public surchauffé, Vital Kamerhe a dit non au dialogue envisagé par la « kabylie » dans l'intention d'obtenir une rallonge du mandat pré-

d'être bien dirigé. Le dialogue censé déboucher sur une nouvelle transition sur fond de redistribution des cartes et de repositionnement politique est redouté par Kamerhe qui l'assimile à une perte de temps inutile. Il a égale-



Vital Kamerhe haranguant la foule à Goma

sidentiel. Il s'agit là, a-t-il déclaré, d'une manœuvre politicienne visant un glissement. Il a convaincu les Gomatraciens sur la nécessité de combattre une telle démarche sans issue et suicidaire pour l'avenir du pays.

En lieu et place, l'organisation des élections devrait plutôt être privilégiée pour, dit-il, changer le système et permettre au peuple

ment indiqué que la loi électorale doit être une nouvelle fois révisée pour permettre à plus de huit millions de nouveaux majeurs d'élire leurs députés provinciaux. Bukavu, chef-lieu de la province du Sud-Kivu est la prochaine étape de cette itinérance qui ressemble fort bien à une précampagne électorale qui ne dit pas son nom.

Alain Diasso

ENVIRONNEMENT

Greenpeace accuse Cotrefor d'exploitation illégale du bois en RDC

Selon l'ONG internationale active dans le domaine de l'environnement, cette activité menace certaines espèces comme les Bonobos et l'Afromosia.



Une opération de coupe de bois

Dans un rapport intitulé « exporter le chaos » publié le 26 mai à Kinshasa, Greenpeace a dénoncé l'exploitation forestière « illégale et destructive » de la société libanaise Cotrefor en RDC. Ce document de Greenpeace s'attaque également aux importateurs de l'Union européenne, de la Chine et des États-Unis qui achètent du bois exploité par Cotrefor sans être sûr de sa légalité.

Selon ce nouveau rapport de Greenpeace Afrique, en effet, des violations des réglementations de l'exploitation forestière et des droits des communautés locales ainsi que des coupes d'arbre des espèces menacées sans autorisation valable sont quelques-unes des facettes du chaos semé par l'une des principales sociétés d'exploitation forestière industrielle en RDC. Le coordonnateur national de Greenpeace en RDC, Raoul Monsembula, a, à cette occasion, appelé à une action des autorités congolaises. « Cotrefor fait le gain d'un côté et de l'autre rend la population pauvre. Le gouvernement doit enquêter sur nos allégations. S'il faut fermer certaines sociétés, parce qu'elles ne savent pas respecter la législation du travail au Congo, le gouvernement peut prendre une décision pour arrêter carrément cette exploitation », a-t-il soutenu.

Lucien Dianzenza

DISPARITION

Le guitariste Yves Demukuse s'éteint en France

Yves Luamba Mfumu Makanda, alias Demukuse, Demukwata, est décédé le 22 mai à l'Hôpital Bicêtre en France à l'âge de 51 ans. C'est un cancer du poumon contre lequel il se battait depuis plusieurs mois qui l'a emporté, indique le site universumbacongolaise.com qui livre l'information.

Né en 1964 à Boma dans la province du Bas-Congo en République démocratique du Congo, ce guitariste talentueux intègre le groupe Viva la Musica de Papa Wemba dans les années 1980. Et c'est dans ce groupe qu'il se révèle au grand public en imposant sa marque à la guitare solo. Yves Demukuse figure alors dans la délégation de Viva la Musica lors d'une tournée en Europe, alors que le groupe s'installe pendant quelques années sur le Vieux continent. Il participe à l'enregistrement de plusieurs albums de Viva la Musica en Europe. Auteur de la chanson « Réponse ya ba venants », il fait alors partie d'une dissidence dans Viva la Musica qui aboutit à la formation du groupe Nouvelle Génération avec des chanteurs comme Lidjo Kwemba, Maray Maray, Luciana de Mingongo, Maestro Fanfan, du guitariste Bongo Wende, et du batteur Awilo Longomba, etc. Mais ce groupe n'existera que le temps d'un album intitulé « Porokondo », avant de se désintégrer. Et Demukuse retourne dans Viva la Musica. En 2013, il reçoit le trophée « Franco et Nico » récompensant le meilleur guitariste solo de la nouvelle génération de la rumba congolaise, lors d'une soirée organisée par l'Association ASSCO en France. Et c'est l'illustre guitariste congolais Pépé Felly Manuaku qui lui remet en main propre le trophée, en présence d'autres guitaristes de la rumba congolaise comme Papa Noël Ndule, Dino Vangu, Dally Kimoko, etc. Et comme dans un rêve prémonitoire et avec grande émotion, Yves Demukuse déclare à l'assistance : « Heureusement



Yves Demukuse

que j'obtiens ce prix de mon vivant. Je suis natif de Boma, je me revois encore en train de décorer les notes et accords de ya Pépé Felly Manuaku, jusqu'à ce que j'atteigne Kinshasa à 500 km de chez moi. Si je suis là, c'est grâce à Papa Wemba qui a tout fait pour que le monde me découvre ».

Tout en lui remettant le prix, Pepe Felly Manuaku s'adresse alors à Demukuse en ces termes : « Ce n'est pas un honneur, mais du charme de remettre un trophée à un collègue guitariste, reçois ce pris qui symbolise la sueur de ton front et tu as pu nous égayer avec des mélodies et ces mélodies vont nous bercer jusqu'à la fin de notre vie ». Deux ans après cette cérémonie mémorable en France, le cancer de poumon a eu raison d'Yves Luamba Mfumu Makanda, dit Demukuse Demukwata qui s'éteint en France où il s'était installé.

Martin Engimo

PROCESSUS ÉLECTORAL

Mobilisation des femmes potentielles candidates aux provinciales et locales

Être en dehors de l'espace politique où se prennent des décisions pour la gestion du pays, les femmes congolaises n'en veulent plus. Elles se mobilisent, s'organisent et se coalisent pour faire entendre leurs voix.

C'est dans ce cadre que les femmes politiques, potentielles candidates aux élections provinciales et locales et celles aspirantes à la carrière de gestionnaires de la cité ont été conviées à une matinée de sensibilisation sur les élections au collège Boboto autour du thème « Mobilisation et formation des femmes potentielles candidates aux élections provinciales et locales ». Au cours de cette matinée, les femmes ont été appelées à se réveiller face aux enjeux électoraux de l'heure. Pour ce faire, elles doivent, soutient le questeur de la Cénî, Chantal Ngoyi Tshite Wetshi, prêcher par l'unité entre elles afin de vaincre la bataille électorale. Elle a, par ailleurs, donné quelques orientations devant aider la femme à mieux affûter ses armes électorales en ce qui concerne sa participation politique.

Il est vrai que certaines incohérences liées aux facteurs endogènes et exogènes de l'environnement social actuel se dressent en obstacles à la participation politique de la femme. Pour braver ces écueils, Mme le questeur de la Cénî demande à chaque femme une prise de conscience individuelle et collec-

tive « pour remédier au problème de la représentativité féminine dans les instances décisionnelles à tous les niveaux ».

Pour gagner les élections, ajoute-t-elle, les femmes doivent se coaliser pour mettre en place des stratégies pour renforcer leur leadership à la base afin d'améliorer leur score. Pour ce faire, Mme Chantal propose trois approches à la recherche de l'information pour émerger avec, comme fer de lance, compétence en bannissant l'ignorance ; la recherche de la cohérence dans les actions des femmes à tous les niveaux et la lutte contre les stéréotypes en allant au delà des clivages. Pour sa part, le représentant adjoint de l'ONU-Femmes/RDC, Adama Moussa, a laissé entendre que la participation effective des femmes aux instances de prises de décision constitue une opportunité majeure pour la gouvernance et la démocratie participative et ceci passe nécessairement par les élections. L'activité de mobilisation et de formation des femmes potentielles candidates aux élections provinciales et locales, poursuit-il, s'inscrit dans le cadre d'appui au processus électoral que l'ONU-Femmes et le Pnud apportent à la Cénî et aux autres structures qui accompagnent ce processus. Ceci en conformité avec notre mandat visant à renforcer les capacités des femmes leaders politiques et en accès aux postes nominatifs et électoraux pour leur permettre de jouer leur rôle de lea-

dership dans la promotion de la participation des femmes.

De son côté, le représentant du Pnud, le conseiller Olivier Tshibola, de soutenir : « La participation des femmes à la vie économique, politique et sociale et l'accroissement de leurs capacités sont essentiels pour renforcer leurs droits et influencer le développement en RDC ». Nous savons, affirme-t-il, que lorsque les femmes participent pleinement à la décision, c'est toute la population qui en bénéficie. Il a, par ailleurs, rappelé le but de cette matinée électorale qui vise à contribuer à l'accroissement de la participation politique des femmes dans les instances de décision en les incitant utilement par rapport aux échéances électorales prévues en 2015-2016 et aussi pour rencontrer l'objectif d'autonomisation de la femme prônée par l'OMD n°3 dans lequel le Pnud s'investit pleinement.

Cette matinée a drainé des femmes de tout acabit comme celles mobilisées par le Mouvement africain des acteurs non étatiques de proximité, des représentantes de la Ligue des femmes Congolaises pour les élections, des mandataires des partis politiques évaluées à 300 personnalités féminines. Sans oublier des femmes travaillant au sein de la Fonction publique ainsi que d'autres femmes des forces vives de la Nation répertoriées dans la société civile congolaise.

Aline Nzuzi

MINISTÈRE DU GENRE

Le Cenadif renforce les capacités de son personnel

Le séminaire-atelier de deux jours organisé par la haute direction de ce centre rentre dans le cadre des Programmes de perfectionnement interne (PPI).

Les agents et cadres du Centre national de documentation et d'information sur la famille (Cenadif) associé au Centre régional (CNACR) sont depuis le 27 mai en atelier. Cette activité qui se déroule dans la salle polyvalente Marie-Ange-Lukiana, du ministère du Genre, de la Famille et l'Enfant vise le renforcement des capacités du personnel de ce centre. Ces travaux sont placés sur le thème générique « Recherche et production des supports d'information et de communication pour le développement ». À l'ouverture de cette activité, le représentant de la ministre du Genre, de la Famille et des Enfants, Bijou Mushitu Kat, le directeur Risasi Ngongo, a salué l'initiative du Cenadif, tout en soulignant l'apport de ce centre pour le rayonnement du ministère. Il a, en outre, encouragé les participants à être très assidus durant les deux jours d'échanges. L'apport du Cenadif, a-t-il souligné, est très capital pour notre ministère et tout le pays. Pour le représentant de la ministre Bijou Kat, cet atelier a été vu comme synonyme de l'intérêt porté aux sciences et techniques de l'information. Le directeur Risasi Ngongo a précisé que le programme de perfectionnement interne que prône le Cenadif est une action de partage de savoir pour le rayonne-

ment du ministère. « Le Cenadif a placé la barre très haute, dans l'organisation de ce programme », a-t-il admis, en louant cette initiative et l'apport de ce centre dans le travail du ministère. De son côté, le directeur général du Cenadif, Lumbala Lalali, a donné la quintessence des travaux. Il a noté que ce séminaire-atelier, qui rentre dans le cadre des PPI, a pour objectif de répondre aux besoins de formation permanente du personnel de ce centre. Parmi les premiers exposés, le directeur par intérim de la Recherche au sein du Cenadif, Sylvie Tsimba, a brossé la carte postale du Cenadif. Elle a notamment étalés ses objectifs et le but de sa création, sa mission et ses attributions. Parmi les autres sous-thèmes retenus pour les deux journées, il y a notamment « Le travail de recherche dans un centre d'information et de production documentaire à l'instar du Cenadi/Cnacr », « Profil du chercheur versé en matière de genre, population et développement ».

Les deux sous-thèmes ont été développés par le directeur du Centre régional, le Pr Bernard Lututala. Alors que la deuxième partie a été constituée des exposés du Pr Mavinga ma Kinzola de l'Institut supérieur des statistiques (ISS) et directeur chargé de documentation et



Les participants au cours des travaux/Photo Adiac

publication à l'Institut national des statistiques. Ce scientifique a développé sur « Le travail de recherche, de traitement et de diffusion de l'information scientifique et technique pour le développement ».

Il revient au cours de la deuxième journée des travaux pour parler de l'« analyse des concepts tels que le choix de l'échantillon, l'établissement du questionnaire, la collecte de l'information, le dépouillement et l'analyse statistique des réponses ». Le directeur général du Cenadif exposera, quant à lui, sur « Comment produire un support de communication à l'instar de Genre info. Défis dans la récolte et le traitement des données, la rédaction et la publication ». Son exposé devra être complété, avant les travaux en groupes, par une étude de cas par deux professionnels de la presse écrite. Il s'agit de Mme Dorcas Nsomue et de Lucien Dianzenza, des quotidiens Le Phare et Les Dépêches de Brazzaville.

Lucien Dianzenza

SANTÉ

Le CICR renforce sa coopération avec le ministère de tutelle

Le comité international de la Croix-Rouge (CICR) est un partenaire incontournable de la RDC.



L'assistance du CICR soulage les populations dans les besoins

Dans l'objectif de faire part de leurs différentes interventions dans le domaine sanitaire en RDC, le chef de la délégation du CICR, Alessandra Menegon, s'est entretenue avec le ministre de la Santé publique, le Dr Félix Kabange Numbi. Lors de leur entretien, ils ont passé en revue toutes les interventions du CICR menées au courant de 2014, celles prévues pour l'année en cours et les perspectives pour 2016. « Nous avons discuté avec le ministre de la Santé publique sur un nombre de points du travail courant que nous menons pour répondre aux besoins humanitaires qui se posent dans les zones où nous intervenons », explique Alessandra Menegon.

Parlant de la réaction du ministre de la Santé publique, le chef de la délégation du CICR indique que le ministre est très content des activités menées par le CICR. « Ce sont des activités très variées que nous déployons sur le terrain. On soutient les dispensaires de prison et onze aires de santé à l'est de la RDC, nous avons deux équipes chirurgicales, nous avons également des programmes dans le domaine de l'orthopédie », fait-elle savoir tout en ajoutant que le CICR apporte aussi son soutien aux zones d'écoute pour les victimes de violences. « On a une palette assez large d'activités, je pense que le ministre de la Santé publique est content de la coopération avec la Croix-Rouge », ajoute-t-elle.

A.Nz.

Plaidoyer pour un engagement en faveur de la mise au point d'un vaccin contre le VIH

Dans un communiqué qu'il vient de publier, l'Onusida appelle à un engagement mondial renouvelé pour trouver un vaccin efficace contre cette pandémie.

Selon le directeur exécutif de l'Onusida, Michel Sidibé, un vaccin représenterait une étape importante en vue de mettre fin à l'épidémie de sida. Il reconnaît, par ailleurs, qu'il y a eu de récents progrès scientifiques encourageants « qui nous laissent espérer la mise au point future d'un vaccin contre le VIH ».

Il va sans dire que la mise au point d'un vaccin contre la pandémie du sida serait un tournant décisif dans la lutte contre cette maladie. Et l'espoir est permis car, à en croire l'Onusida, les études montrent qu'un vaccin contre le VIH est possible. Déjà en 2009, l'essai vaccinal RV144 a permis de réduire de 31% le taux d'infection par le VIH. « Il y a de fortes raisons d'espérer que les recherches en cours s'appuieront sur cet essai et donneront des résultats. Des candidats vaccins plus récents, ainsi que des anticorps neutralisants, sont également en

train d'être étudiés », souligne l'Onusida tout en rappelant que des vaccins ont éradiqué la variole, et l'éradication de la poliomyélite est proche. En plus, des vaccins ont permis d'endiguer de manière efficace la diphtérie, la coqueluche, le tétanos, les oreillons, la rougeole et la rubéole, parmi d'autres maladies infectieuses.

Toutefois, en 2013, révèle l'Onusida, la recherche et le développement d'un vaccin contre le VIH ont connu la plus forte baisse de l'investissement depuis 2008. Afin de transformer des concepts prometteurs en un vaccin efficace et accessible, un financement accru et durable sera crucial. Dans la riposte contre le sida, l'Onusida s'est engagé à ne laisser personne de côté. « Un grand avantage des vaccins est qu'ils favorisent l'équité et peuvent être utilisés efficacement dans toutes les communautés et tous les contextes, notamment là où de nombreux autres services de santé peuvent être plus difficiles à fournir », fait savoir l'Onusida.

A.Nz.

SAISON SPORTIVE PROLONGÉE

La Fécofa organise la 51^e Coupe du Congo, la Division 1 s'arrête

Le ministre Sama Lukonde Kyenge vient de permettre à la Fédération congolaise de football association (Fécofa) de proroger de vingt-cinq jours la saison sportive juste pour organiser la Coupe du Congo, alors que le championnat national de football s'arrête à la fin de la manche aller du play-off.

La saison sportive va poursuivre jusqu'au 25 juin. En effet, le ministre des Sports, Sama Lukonde Kyenge, a accordé une dérogation de vingt-cinq jours, à dater du 1er juin, à la Fécofa pour prolonger la saison sportive 2014-2015. Selon la loi sportive, la saison sportive s'arrête le 31 mai de chaque année. Le football congolais avait besoin de la dérogation du ministère pour organiser la manche retour de play-off de la 20^e édition du championnat national de football de la phase finale de la 51^e édition de la Coupe du Congo de football. Le quatrième vice-président de la Fécofa, Bobo Bondembe Bokanianga, a indiqué que la Fécofa va mettre à profit ces vingt-cinq jours de dérogation pour n'organiser que la Coupe du Congo. Et cette compétition se disputera entre les équipes qualifiées lors de la phase préliminaire et d'autres clubs qui pourront s'enregistrer dans les soixante-douze heures après la dérogation du ministre des Sports, a précisé Bobo Bondembe, à partir du mardi 26 mai. On retient que les matchs se joueront sur trois sites : Lubumbashi dans la province du Katanga, Bukavu au Sud-Kivu et à Kinshasa. La Fécofa indiquera ultérieurement la ville qui abritera la phase finale. Et le vainqueur de la Coupe du Congo 2015 se qualifiera de facto pour la Coupe de la Confédération en 2016. Du côté de la Ligue nationale de football, or-



Le ministre des Sports, Sama Lukonde Kyenge

gane sub-délégué de la Fécofa, on n'organisera plus la manche retour du play-off de la Division 1. Car on ne saurait faire jouer neuf journées avec dix équipes en vingt-cinq jours. En clair, le play-off de la 20^e édition du championnat national s'arrête donc au niveau de la manche aller. Et à ce stade, l'AS V.Club est premier avec 21 points, donc champion du Congo 2015. C'est le troisième sacre des Dauphins Noirs de Kinshasa dans cette compétition. Mazembe finit en deuxième position avec 20 points, suivi par CS Don Bosco qui totalise 15 points. V.Club et Mazembe représenteront la RDC en Ligue des champions en 2016, tandis que CS Don Bosco s'orientera vers la Coupe de la Confédération en compagnie du futur vainqueur de la 51^e édition de la Coupe du Congo qui doit être connu au plus tard le 25 juin.

Martin Engimo

TROPHÉE MUANA MBOKA

L'édition jubilaire confirmée pour le 17 juillet au GHK

Le Grand Hôtel Kinshasa (GHK) va renouer avec « Muana Mboka », cet événement de haute portée culturelle qui assure la promotion de la création et de l'intelligence africaine. Le rituel sera décliné, cette fois-ci, dans un contexte particulier puisqu'il marque la reprise de cette prestigieuse activité mise en veilleuse pendant trois années de suite, au grand désenchantement du public.

L'imminente édition de la décennie couronne des années d'efforts, de sacrifices et de privation consentis pour rendre une fière chandelle au talent qu'incarnent des compatriotes doués. Alors que l'illusion d'une fin de règne semblait gagner les esprits jusqu'à faire douter de l'expertise des organisateurs quant à leur capacité de régénérer après un moment de fluctuation, la dynamique était toujours là, inébranlable. L'aventure était loin de s'arrêter. La neuvième édition organisée au parking du GHK, le 14 août 2012, était tout aussi loin d'être la dernière de ce méga événement. Aujourd'hui plus qu'hier, la détermination est grande dans le chef des organisateurs de remettre le trophée panafricain de l'excellence, « Muana Mboka », sur son piédestal en reprenant l'aventure là où elle s'est arrêtée. L'édition de la décennie « Muana Mboka » qui, aux yeux de ses détracteurs, passe encore pour une vision chimérique aura bel et bien lieu. Le vide laissé par l'institution « Muana Mboka » difficilement couvert, du reste, par des structures parallèles opportunistes créées pour le besoin de la cause ne pouvait qu'être comblé par les dépositaires de son esprit et de sa philosophie. Ces derniers ont mis à profit l'intermède



Paulin Mukendi, président du comité organisateur

observé pendant trois ans pour convaincre les partenaires sceptiques à adhérer au projet dans une perspective d'amélioration de l'assiette financière destinée à soutenir l'événement. Un moment de répit mais aussi d'introspection sur fond d'évaluation du travail accompli de sorte à envisager l'avenir avec sérénité. Seules la détermination et la conviction à poursuivre un idéal noble auront eu raison du découragement qu'inspire souvent le déficit décrit en RDC d'une politique culturelle digne à même de porter de tels événements livrés à la merci de leurs concepteurs, sans réel assistance de l'État. Nonobstant ces travers tendant à annihiler l'épanouissement de la culture congolaise, le train de Muana Mboka atteindra, envers et contre tout, la gare de sa décennie.

Le rendez-vous est donc pris pour le 17 juillet au Salon Congo de Pullman GHK.

Alain Diasso

FOOTBALL

Alain Kaluyitukadioko, meilleur buteur du Qatar pour la saison 2014-2015

L'attaquant international congolais d'Al Ahli Doha, Alain Kaluyitukadioko, a réédité l'exploit de la saison passée, de terminer meilleur buteur du championnat de Qatar, avec vingt-deux buts. Il a obtenu le 24 mai à Doha son trophée de meilleur buteur de la saison, le « Qatar Star League ». Alain Kaluyitukadioko et son coéquipier Patou Kabangu en club n'ont cependant pas remporté le championnat qatari cette saison, Al Ahli SC Doha a occupé la cinquième position.

Arrivé au sein du club qatari en 2011, le transfuge de Mazembe s'est vite affirmé grâce à son sens de but exceptionnel, en terminant meilleur buteur de son club et étant dans le peloton de tête des buteurs alors qu'il était arrivé à la mi-saison. Mais le club n'avait pu échapper à la relégation à la fin de la saison. L'attaquant congolais a alors été prêté à Al Kharitiyath qui s'était maintenu en première division.

Mais Alain Kaluyitukadioko, surnommé Alain Carré, a regagné le club après le retour dans l'élite du football qatari.

C'est à Kinshasa qu'il voit le jour le 2 janvier 1987. Mais il fait ses débuts en football à Jack Trésor, club de division inférieure de la banlieue est de Kinshasa, avant de se retrouver à Tougré Sport toujours en division inférieure. Ensuite, il prend la direction de la province du Bas-Congo pour évoluer à Bagda, ensuite à V.Club de Kisantu. Mais il revient à Kinshasa par la grande porte, en intégrant l'AS V.Club à la fin des années 1990, sous la houlette du feu entraîneur Bibey Mutombo Kalambayi. Il va, par après, tenter sa chance à l'étranger, il s'exile donc en Afrique du Sud, au sein de la formation d'Amazulu. Après l'expérience sud-africaine, il regagne le pays, mais par le sud, au TP Mazembe de Lubumbashi. C'est avec les Corbeaux du Katanga qu'il connaît une ère de gloire, en remportant la Ligue des champions d'Afrique en 2009 et 2010.

Cette même année, il dispute la finale de la Coupe du monde des clubs à Abu Dhabi aux Émirats arabes unis, finale perdue contre l'Inter de Milan de Samuel Eto'o. Alain Carré a même remporté le ballon d'argent de la compétition, derrière le Camerounais actuellement à Sampdoria en Italie après un passage à Anzhi en Russie et Chelsea en Angleterre. Toujours avec Mazembe, il a remporté la Super Coupe de la CAF en 2009 et en 2010.

Kaluyitukadioko a également remporté la première édition du Championnat d'Afrique des Na-



Alain Kaluyitukadioko avec son trophée entouré de son coéquipier et d'Yves Diba d'Al Saliya

tions en 2009 en Côte d'Ivoire, inscrivant même un but contre le Ghana en finale de cette compétition réservée aux sélections nationales africaines composées des joueurs évoluant dans leurs championnats nationaux respectifs. Pour cette récompense, Yves Diba Ilunga d'Al Saliya qui est venu encourager son compatriote à la soirée de remise du trophée à Doha, et avec qui il a évolué en sélection pendant un temps a déclaré sur son compte facebook : « Une grande fierté pour notre petite communauté congolaise du Qatar. Félicitations à Alain kaluyitukadioko pour ce trophée de buteur. Que Dieu soit loué ». Pour une certaine opinion, Alain Kaluyitukadioko devrait faire partie de la sélection nationale. Mais il ne fait pas partie des plans du sélectionneur, Florent Ibenge, qui est en train de bâtir une nouvelle ossature avec surtout la présence des binationaux pour la CAN 2017 et la qualification à la Coupe du monde 2018.

M.E.

100% BREAK DANCE

Rendez-vous à la Place YMCA

La tenue de la quatrième édition du festival d'Eventsrdc, confirmée pour juillet au cours du point de presse organisé la soirée du 25 mai chez Le Klubb, sera délocalisée du Théâtre de Verdure perché sur le Mont Ngaliema vers Matonge, le réputé quartier d'ambiance de Kinshasa.

Le 2 juillet, à 17 heures, c'est non loin du fameux rond-point Victoire en plein Matonge dans la commune de Kalamu que la grand-messe du break dance se tiendra. La Place YMCA a volé la vedette au Théâtre de Verdure à cause de son emplacement. En effet, d'accès plus facile au regard de sa situation « au centre » de la capitale, a affirmé Onassis Mutombo, le cadre qui accueille déjà diverses manifestations a été préféré au site du Mont Ngaliema. Le chargé de communication de « 100% Break Dance » a, du reste, rappelé que le festival a pour toile de fond la culture urbaine qui se déploie mieux en cité que partout ailleurs. D'où il a souligné la résolution de l'organisation de favoriser sa proximité avec le grand public kinoï.

Autre différence d'avec les précédentes, l'édition 2015 se déroulera autour de trois catégories. Ainsi, le concours portera d'une part sur le Battle Groupe et de l'autre sur le Battle individuel à quoi s'ajoute encore le Battle Vidéo. Ce qui revient à dire que les breakers ont désormais trois options. Ils peuvent concourir soit en groupe, soit en individuel, soit encore via une vidéo de leur performance sur scène. Par ailleurs, dans l'esprit du thème « Le Break Dance pour la pré-

servation environnementale » auquel il est attaché depuis 2013, le festival entend faire des danseurs participants ses ambassadeurs sur les questions de l'environnement. D'où l'atelier prévu dès lors du 24 au 27 juin au Théâtre de Verdure avec Christian Mutombo Malamba, expert en communication environnementale et responsabilité sociétale de l'entreprise. En sus de quoi, ils auront un échange artistique qu'animerait Lisette Simba, professeur de danse à l'Institut national des arts toujours au sein du même site.

Pour ce qui est du déroulé de l'événement, le chargé de programmation, en l'occurrence Patrick Nzazi, a signalé la participation de breakers de trois autres provinces du pays et même de Tunisie. Il s'agit notamment de 701 du Katanga, JM5 et Smart B de la Province Orientale, Pro Dance du Bas-Congo et Amin Miladi Tunisie, tous inscrits dans la compétition dans la Catégorie Battle Vidéo en lice avec Master Crew de Kinshasa. Le festival signale que le concours reste ouvert à tous les groupes de danse africains et du monde. Avec ce projet, le label 100% Break Dance vise la promotion et la professionnalisation des breakers de la RDC. Il a dans ses objectifs spécifiques notamment engager les breakers « à travailler sur des projets dont ils peuvent se prévaloir au pays et au-delà de nos frontières quitte à incorporer dans leur chorégraphie des styles de danses typiquement africains, congolais en particulier pour les promouvoir ».

Nioni Masela

ALIMENTATION ET SANTÉ

La valeur nutritionnelle des fruits frais et transformés

Les fruits sont des produits du monde végétal très variés dans la nature. Selon leur sens étymologique, on peut dire que les fruits sont les organes contenant les graines et provenant en général uniquement de l'ovaire de la fleur.

On fait la différence entre les « fruits secs » dépourvus de pulpe et les « fruits charnus » souvent comestibles. Les produits dérivés des fruits sont très nombreux, beaucoup d'entre eux ont déjà été évoqués (confitures, jus de fruits, sirops de fruits...).

Quelle est la composition chimique des fruits frais et transformés ?

La fraction comestible des fruits frais, exprimée pour 100g, donne la composition suivante : eau 71 à 94g ; protéines 0,45 à 3,1g ; lipides 0,1 à 0,3g (19,4g dans l'avocat) ; glucides 6,6 à 16g (20,4g dans la banane); vitamines C, B9, K, Bêta-carotène ou provitamine A ; éléments minéraux (calcium, fer, potassium, magnésium) ; acides organiques (citrique, malique,...) ; fibres.

Il faut noter que la plupart des fruits transformés contiennent plus de sucre. C'est le cas des fruits conservés par sucrage (sirops 68g, confitures 62g, fruits au sirop 20g) ou par séchage (figue séchée 58,5g, datte séchée 66g).

Quelles sont les vertus des fruits frais et transformés ?

Manger les fruits, même à tous les repas, est très recommandé. Les fruits, en effet, jouent un rôle important dans la prévention des maladies cardiovasculaires, du diabète et de certains cancers. Les fruits frais en principe sont peu caloriques et limitent de ce fait la prise de poids. Ils sont riches en vitamine C dont on sait qu'elle a un effet antioxydant, participe à la croissance, réduit la fatigue et le stress et joue un rôle contre les infections.

Il faut préciser cependant qu'on trouve moins la vitamine C dans les produits dérivés que dans les fruits frais car elle est détruite au cours de la cuisson, au contact de l'air et de la lumière. Les fruits contiennent également d'autres vitamines : notamment la vitamine B9 qui joue un rôle dans le système nerveux, la vitamine K qui joue un rôle important dans la coagulation du sang, la Provitamine A ou Bêta-Carotène dont les bienfaits sur la vision et la peau sont connus ainsi que les propriétés anti-oxydantes. De même, ce qui n'est pas sans importance, les fruits contiennent en moyenne 90 % d'eau qui contribuent à hydrater le corps. Pour mettre en exergue le rôle important des fruits dans l'alimentation, on peut citer le Programme national de santé publique français qui recommande de manger les fruits au petit-déjeuner, au goûter et à la fin d'un repas.

Par Ange Koukou,

Président de l'Association pour la promotion des industries agroalimentaires au Congo (APIAC)

Les spécialistes du droit maritime unis au sein d'une association

La sortie officielle de l'Association congolaise de droit maritime (A.co.d.m) a eu lieu le 23 mai à Pointe-Noire en présence de Jean-Claude Boukono, directeur de cabinet du ministre délégué chargé de la marine marchande et de la communauté maritime et portuaire.

L'assemblée générale constitutive de l'A.co.d.m tenue le 18 mai à Pointe-Noire a permis aux membres de ladite association d'adopter les statuts et le règlement intérieur avant l'élection des dix-huit membres du comité de direction dirigé par le colonel Eric Dibas-Franck. Une association qui vient combler le vide longtemps constaté dans le domaine maritime en dépit de la fertilité de la production de ses cadres et de leur

compétence en la matière qui ne se dément plus. « Notre association a vocation de réunir les spécialistes du droit des activités maritimes dans toutes ses composantes : droit public et droit privé, droit interne et droit international ainsi que de l'économie des transports. Elle a le privilège de rassembler autour des professeurs de droit et des avocats spécialisés, les juristes de toutes les grandes familles maritimes : armateurs, assureurs, chargeurs, courtiers, sociétés de classification, mais aussi les membres de l'administration, les experts maritimes etc... » a dit Eric Dibas-Franck.

Selon lui, l'A.co.d.m doit asseoir son autorité dans le domaine du droit et de l'économie maritime tant au Congo, dans la zone Cemac qu'au niveau international. Elle doit également mobiliser toutes les énergies et toutes les compétences permettant d'enrichir la palette des connaissances de l'association. Le troisième objectif est celui de renforcer les solidarités avec les autres associations de droit maritime.

Donner à l'association une plus grande visibilité au sein du monde maritime est le dernier cheval de bataille. « Vous avez bien voulu engager l'ensemble de vos adhérents à travailler de la façon la plus dynamique afin de garantir l'implication de la jeunesse dans le Chemin d'avenir maritime. Ce qui est une noble tâche qui



Les membres de l'A.co.d.m./Crédit photo «Adiac»

épouse bien l'ambition maintes fois affichée par notre pays de retrouver sa place naturelle de plateforme de transit au service de la sous région. Vous pouvez compter pour cela sur notre appui d'ores et déjà acquis et sur la volonté du département en charge de la marine marchande pour vous accompagner sur la bonne voie que vous vous êtes tracée », a renchéri Jean-Claude Boukono avant de suggérer l'organisation de la session inaugurale dans les brefs délais pour rattraper le temps perdu.

L'A.co.d.m se veut un lieu privilégié de débats, de discussions et même d'influences, au sein duquel peuvent s'exprimer les diverses sensibilités juridiques, économiques et sociales du monde maritime ; le creuset où peuvent émerger les idées nouvelles touchant l'évolution du droit et de l'économie maritimes.

Le président d'honneur de l'A.co.d.m est Martin Parfait Aimé Coussoud-Mavoungou, ministre délégué chargé de la marine marchande.

H.B.M.

VIE DES PARTIS

Les membres du bureau de l'OFC présentés au secrétaire fédéral du Pct Pointe-Noire

Le bureau de l'Organisation des femmes du Congo (OFC) Pointe-Noire a été présenté ce 22 mai à la Case Marien Nguabi à Pointe-Noire à Victor Foudi, secrétaire fédéral du Pct Pointe-Noire au cours d'une cérémonie à la quelle ont pris également part les membres du bureau fédéral et ceux de la commission de contrôle et d'évaluation.

Après la tenue en 2013 du Congrès de l'Organisation des femmes du Congo (OFC) qui a abouti à l'élection d'un conseil central et d'un secrétariat national, le temps était arrivé de restructurer les organes de base et intermédiaires des départements. C'est ce qui a été fait à Pointe-Noire à la faveur d'une assemblée générale électorale en début d'année qui a mis en place

le Conseil fédéral et le secrétariat fédéral de l'Ofc Pointe-Noire placé sous la férule de Clotilde Innoncente Mountou-Banthoud. Les 10 membres du secrétariat fédéral ont ainsi été présentés à Victor Foudi, secrétaire fédéral du Pct qui avait à ses côtés les membres du bureau du conseil fédéral et ceux de la commission de contrôle et d'évaluation.

«La mise en place de votre organe achève la structuration des organes intermédiaires et de base du parti. Vous êtes le dernier organe qui manquait c'est pourquoi le secrétariat général ne ménagera

aucun effort pour vous soutenir chaque jour davantage dans votre lourde mission. Votre cohésion, votre unité et votre solidarité sont attendus pour que la mission soit réalisée de manière efficace», a-t-il dit d'emblée et de poursuivre « Vous avez par ailleurs une mission supplémentaire celle de structurer les cellules et les sections. J'ai confiance en votre



Photo de famille des membres de l'Ofc et ceux du secrétariat fédéral/«Adiac»

courage et votre force pour que le travail se réalise de manière efficiente. Nous sommes aujourd'hui dans le débat sur le changement de la constitution, votre contribution est très attendue. Vous allez vous impliquer dans ce débat, gage du salut et de l'émergence du pays ».

Signalons que c'est au cours de l'assemblée générale dirigée par Antoinette Kebi, secrétaire nationale de l'organisation des femmes du Congo tenue en début d'année à Pointe-Noire qu'a été mis en place le bureau du secrétariat fédéral de l'Ofc.

Hervé Brice Mampouya

FESTIVAL N'SANGU NDJI NDJI

La 11^e édition commence le 3 juin

Du 3 au 7 juin a lieu à Pointe-Noire la 11^e édition du festival international des musiques et des arts N'Sangu Ndji Ndji. Prélude à l'évènement, Pierre-Claver Mabiala, directeur dudit festival a animé une conférence de presse le 26 mai à l'Espace culturel Yaro, village du festival situé dans le 4^e arrondissement Loandjili.

En dépit des aléas de toutes sortes, le festival N'Sangu essaie avec beaucoup de difficultés de tenir la route en offrant au public chaque année des moments uniques de joie et d'allégresse. Ce festival apparaît aujourd'hui comme un haut moment de rapprochement de l'art et de la culture des populations, en particulier avec celles des quartiers populaires, bien loin des habitudes de consommation artistique.

Cette année encore, plusieurs actions seront dirigées vers le grand public : concerts, expositions, actions culturelles, animations culturelles. Seulement comme toutes les entreprises culturelles, le festival subit les effets collatéraux de la conjoncture mondiale. Ce marasme ne permet pas aux partenaires et entreprises de se bousculer pour soutenir le festival, pourtant cadre de promotion, de diffusion musicale et artistique en développement en Afrique.

« Près de 60 % du fonctionnement du festival viennent des partenaires et entreprises. Avec la baisse du prix du baril de pétrole, ces dernières se font rares et le festival subit malheureusement indirectement les conséquences. Les pouvoirs publics et les collectivités, de leur côté n'apportent pas le soutien attendu des organisateurs en dépit de quelques facilitations accordées par la mairie de Pointe-Noire à l'organisation. Si les entreprises apportent près de 60 % à l'organisation, on aimerait que les 40 % restants viennent des pouvoirs publics », a dit Pierre-Claver Mabiala.

Selon lui, la programmation du festival subit

naturellement les effets de la crise mondiale. Les organisateurs sont alors obligés de solliciter l'apport des partenaires tel l'Institut français de Pointe-Noire, partenaire technique et artistique qui essaie de faire jouer les artistes internationaux en tournée dans les différents instituts pendant le festival.

Cette année, ce sont Mina Agossi (Benin-France), Elisabeth Kontomanou (Grèce-Guinée-France) que les Ponténégrins vont découvrir. Les autres artistes étrangers programmés sont Winston Mc Anuff & Fixi (Jamaïque et de France), Ezza (Niger France). Les artistes qui vont représenter le Congo Brazzaville ont pour noms Kavla, le slameur Diofel, le groupe Ecoma Gospel, Botter, Les prestigieux de Dolisie, K Musica, Ibra'Son Kololo, Ipala pala théâtre, Bane B'siane. Ces groupes et artistes vont se produire au Centre culturel Jean Baptiste Tati Loutard, à l'Espace culturel Yaro, à l'Institut français.

En outre, Pierre-Claver Mabiala a dit que le festival Nsangu Ndji Ndji sera aussi marqué par l'organisation de divers ateliers (écrire et rimer ses premiers vers, slam, danse traditionnelle). Une formation animée par Pierre Bianchi est prévue aussi pour la régie technique. Les rencontres « Sous le kolatier », espace de débats et d'échanges aux acteurs culturels présents au festival sans oublier l'exposition et conférence sur le thème « Il était une fois Jean Félix Tchicaya » sont entre autres des moments d'échanges et de partage en marge du festival. Plusieurs spectacles, animations et show-cases sont également prévus dans différents lieux de réjouissance de la ville tels à la Résidence du Consul général de France lors de la soirée du partenaire, au Bar musical Tapas... pour que vive à jamais N'sangu Ndji Ndji « La fête de Pointe-Noire ».

H.B.M.

TRANSFERT

Marvin Baudry à Zulte-Waregem, c'est officiel

Après trois saisons en National sous le maillot du SC Amiens, Marvin Baudry quitte son club formateur pour rejoindre Zulte-Waregem. Et rejoint le contingent des Diables rouges évoluant en première division européenne.



Marvin Baudry ne portera plus le maillot d'Amiens: il s'est engagé pour deux saisons avec la formation belge de Zulte-Waregem (droits réservés)

Révéillé sur le tard (à 23 ans) au sein de l'équipe fanion de son club formateur, Marvin Baudry en est devenu l'une des plus belles réussites. Alors que le club picard a perdu son statut professionnel en 2014 et qu'il s'enlise dans l'anonymat du bas de classement du championnat de National, le natif de Reims prend lui la direction de la Jupiler League et de Zulte-Waregem. Qualifié en Ligue Europa en 2013-2014 et 2014-2015, Zulte-Waregem achève un exercice plus délicat (12e sur 16 lors de la saison régulière, seulement deux succès en 2015). Mais cela reste un pallier important que franchit le défenseur central, parfois aligné au poste de latéral droit.

Alors que des contacts avec la formation belge avaient déjà été initiés pendant la CAN, le transfert ne s'était finalement pas concrétisé. Ce n'était donc que partie remise, puisque le joueur de 25 ans a paraphé un contrat

de deux ans, la semaine dernière, avec la formation flamande. Baudry devra se faire une place au sein d'un groupe néerlandophone qui compte, toutefois, plusieurs francophones (comme le Sénégalais N'Diaye, les RD-Congolais Ekanamé, J.Bentéké et Mitu, les Belges Kylian Hazard et Godeau ou le Français Gimbert).

Sur le terrain, Baudry fera face à une concurrence plus relevée qu'à Amiens, avec, dans l'axe, l'expérimenté Karel D'Haene, par ailleurs capitaine, et le prometteur Bruno Godeau, de retour de prêt à Westerlo. Sur le flanc droit, Yaruba Cissako a fait forte impression mais devrait repartir à Monaco, qui l'avait prêté cette saison. Dans tous les cas de figure, il s'agira d'un défi grandeur nature pour le quart de finaliste de la CAN 2015. Pour l'heure, il doit soigner son genou pour essayer d'être apte pour le match Congo-Kenya. Il sera ensuite temps de s'inscrire aux cours de néerlandais.

Camille Delourme

FOOTBALL

L'actualité des Diables rouges en Allemagne

Rupture des ligaments croisés pour Mouaya

Victime d'une rupture des ligaments croisés du genou gauche, Pitchou Mouaya sera éloigné des terrains pour les six prochains mois. Un coup dur pour le défenseur international congolais du FC Hallescher (3e division allemande), qui avait déjà été gravement blessé fin 2012. Il avait mis 14 mois à revenir en équipe première, où il est désormais davantage un remplaçant de luxe qu'un titulaire (13 matchs cette saison, dont 9 comme titulaire).

Sous contrat jusqu'en juin 2016, Mouaya sera donc en convalescence jusqu'à novembre prochain, date à laquelle il devra retrouver sa condition physique. Pas facile à 31 ans, qu'il fêtera le 30 juin prochain. Mais, comme lors de sa fracture tibia-péroné, il pourra compter sur le soutien de son club, qui lui aurait déjà proposé une reconversion après sa retraite.

Rappelons les faits : touché à la retombée d'un choc aérien lors du match à Grossapach, le 10 mai, Pitchou Mouaya a terminé la rencontre, malgré une petite douleur au genou gauche. Après le match, la douleur s'est amplifiée et le défenseur congolais a passé des examens dont le verdict, lourd, est tombé la semaine dernière.

Roumanie

Doré forfait pour la dernière journée, mais confiant pour la sélection. Sorti sur civière face au Rapid Bucarest, Fodé Doré se ressent d'une douleur au genou et ne disputera pas la dernière journée de championnat, le 30 mai, sur le terrain du CSU Craiova. « J'ai pris un coup sur le genou et je ne veux pas prendre de risque pour la sélection. De toute façon, il n'y a aucun enjeu pour Cluj, qui sera 3^e quel que soit le résultat de dimanche (Ndrl : le TAS a statué en faveur du CFR qui récupère donc les 24 points qui lui avaient été retirés par la Fédération pour salaires impayés) ».

Si l'attaquant congolais sera bien présent en juin pour le match face au Kenya, il a donc disputé son dernier match sous les couleurs du club roumain samedi dernier. Et reste sur un bilan décevant d'un but en 14 matchs (9 comme titulaire) de championnat et 3 buts et 1 passe décisive en 4 matchs de Coupe de Roumanie.

Désormais libre du contrat qui le liait au Botev Plovdiv, qui l'avait prêté à Cluj cette saison, Doré espère signer, cet été, dans un championnat plus huppé. A suivre.

C.D.

FOOTBALL

Les résultats des préliminaires de la Coupe du Congo

À l'issue des matches qui opposeront, le jeudi au stade Éboué, la formation Yaba sport à US Bantou de Brazzaville et le très attendu Ajax de Ouenzé-Baygon rouge, la Commission d'organisation des compétitions de la Fédération congolaise de football connaîtra tous les qualifiés pour les 32e de finale.



Kotoko de M'foa parmi les équipes qualifiées (Photo Adiac)

à la date du 26 mai, vingt-huit clubs avaient déjà assuré leur qualification pour le prochain tour. Au stade Éboué, Kotoko de M'foa a attendu la fatidique épreuve des tirs au but pour valider son ticket devant Olympic de Talas 4-2. Au temps réglementaire, les deux équipes étaient à égalité, deux buts partout. Flamengo a créé la sensation en éliminant Club 57 sur un score de 3-0. Le 25 mai, la Jeunesse sportive d'Ollombo a peiné mais a assuré sa qualification face à Red Star, 4-2, aux tirs au but après un score de 3-3 au temps réglementaire. AS Nsiemba a battu Lion de Poto-Poto sur un score de 2-1, rejoignant ainsi le TP Mystère et

Coddipa, lesquels avaient tour à tour éliminé Real Impact et Ngolo za Ngando sur le score identique d'un but à zéro. Au complexe sportif de Pointe-Noire, Munisport a battu Black star par forfait. Fleur du ciel a fait jeu égal, 3-3, avec le Club des jeunes avant de tirer son épingle du jeu aux tirs au but 6-5. Le TP Caïman s'est incliné face à Béni sport 0-1.

Ponton sur Mer l'a emporté devant EC Total 2-0. La Jeunesse sportive les Bougainvillées, tenue en échec 1-1 au temps réglementaire par CS Atlanta, s'est qualifiée aux tirs au but 4-3. L'Interclub de Pointe-Noire a connu le même bonheur face au TP Mokanda. Après un score

de parité de 0-0, cette équipe l'emporte largement 3-0 aux tirs au but. Pigeon vert a écarté Pèlerin de la compétition en lui imposant une défaite de 2-0. À Dolisie, les Jeunes Fauves ont écrasé AS Bantou 9-0, US Bantou a pris le meilleur sur Olym-pic 2-0. L'Interclub de Dolisie a éliminé Gerin aux tirs au but 3-1 après un score de 1-1 au temps réglementaire.

Asia a fait autant devant Sainte Éclair 4-3 après un nul de 2-2. Dans la Bouenza, l'AS Cheminots de Nkayi s'est inclinée aux tirs au but 1-3 après un score de parité de 2-2 face à la Jeunesse sportive de Bouenza. FC Council de Nkayi a pris le meilleur sur Inconnu de Bouansa 3-2. Au stade de Kinkala, ASK a battu FC Ignié par forfait avant que Carp ne l'emporte sur Patronage de Kinkala 1-0. Au stade de Sibiti, Régie financière a dominé AJSC 2-0. Au stade d'Owando, le Real de la localité s'est incliné face à Inter d'Owando 1-2. CS Oyonnax a battu AS Ecosport sur tapis vert. Au stade de Djambala, Patronage de la localité s'est imposé sur un score étriqué d'un but à zéro face aux Diables noirs de Djambala. Dans la Cuvette Ouest, AS Olympic d'Ewo a battu sur tapis vert. Dans la Sangha, Saint-Michel de Ouesso a courbé l'échine face à l'Étoile de Ouesso : 0-1. Dans la Likouala, Interclub d'Impfondo a battu l'Étoile d'Impfondo 3-1.

James Golden Eloué

La FIFA secouée par des cas de corruption

FA quelque 48 heures du Congrès de la Fédération internationale de football association (Fifa), quelques responsables du ballon rond au plan mondial sont inculpés pour des faits présumés de corruption.

Cinq Sud-Américains et deux britanniques, tous cadres et dirigeants du football, ont été arrêtés dans la matinée du 27 mai à Zurich en Suisse, à la demande des autorités américaines. Ils sont soupçonnés de corruption sur l'attribution des Coupes du monde 2018 en Russie et 2022 au Qatar. Le ministère suisse de la Justice s'est saisi du dossier. « Des représentants des médias sportifs et des sociétés de marketing sportifs seraient impliqués dans des versements (de pots de vins) à de hauts fonctionnaires d'organisations footballistiques (comme la Fifa ou des fédérations affiliées) », a indiqué le ministre suisse de la Justice sur le site de Radio France Internationale (RFI). Pour les autorités suisses, « l'entente relative à ces actes aurait été

conclue aux Etats-Unis, où ont également eu lieu les préparatifs. Des paiements auraient transité par des banques américaines. » Une enquête a été ouverte. La justice américaine a ainsi résolu d'inculper plusieurs responsables pour les faits présumés de corruption au cours des 24 dernières années. Il s'agit, entre autres, du vice-président de la Fifa et président de la Concacaf, Jeffrey Webb, Eduardo Li, membre des comités exécutifs de la Fifa et de la Concacaf, Julio Rocha, chargée de développement, Costas Takkas qui est attaché au cabinet du président de la Concacaf, l'actuel vice-président de la Fifa, Eugenio Figueredo et bien d'autres.

Tout ceci arrive alors que le Congrès de la Fédération internationale de football association (Fifa) s'ouvre le 29 mai. Il débouchera sur l'élection du président de la structure. De quoi se demander sur quel climat ce congrès électif se tiendra-t-il.

Rominique Nerplat Makaya